

Les USAGES NUMÉRIQUES des ENTREPRISES

EN POLYNÉSIE FRANÇAISE



2014



LA PRÉSIDENTE



.....

La Polynésie française a la chance de vivre une période charnière de son histoire. Grâce au numérique, elle n'est plus isolée du monde. Ainsi en moins de 5 ans et avec l'arrivée du câble sous-marin Honotua reliant la Polynésie française à Hawaii et au reste du monde, notre Pays est devenu un Territoire Numérique. Chaque polynésien est ainsi capable de rejoindre Paris en moins de 300 ms.

Cette révolution numérique a connecté les peuples, balayé les barrières géographiques et commerciales, supplanté les intermédiaires traditionnels, et fait rentrer la Polynésie française dans une période d'innovation radicale, comme le reste du monde.

Aujourd'hui, nous sommes face à de nouveaux modèles et principes de développement. Nous devons mettre en place de nouvelles pratiques et de nouveaux outils pour inventer, développer et financer ces innovations qui vont transformer notre société.

Pour s'adapter à ce monde «hyperfluide», les entreprises polynésiennes doivent bouger vite et ne pas avoir peur de repousser leurs limites. Dans cet esprit, la Direction générale de l'économie numérique a poursuivi les enquêtes commencées en 2008 sur les usages numériques des entreprises.

Cette nouvelle étude est complétée par la mise en ligne d'un site Web dédié permettant de prendre connaissance des indicateurs compilés depuis 2008.

Cette étude, véritable outil de gouvernance, a pour principal objectif de permettre au gouvernement de mesurer et d'analyser les effets de la politique public en faveur du développement de l'économie numérique.

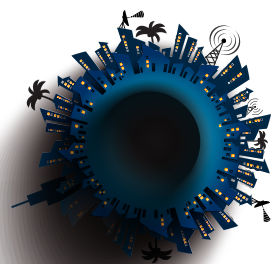
Le numérique est une chance pour la Polynésie française, réussir son développement pour notre Pays est un devoir.

Edouard FRITCH

.....

Sommaire

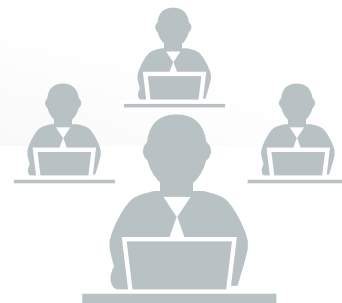
04	1	Contexte de la mission
06	2	Méthodologie
06	2.01	Périmètre de l'enquête
08	2.02	Recensement de la cible d'enquête
13	2.03	Protocole d'enquête
14	2.04	Plans de sondage
15	2.05	Limite d'interprétation des résultats
16	2.06	Comparaisons territoriales
	3	Résultats de l'enquête
		L'INFORMATIQUE
19	3.01	Taux d'informatisation des entreprises
23	3.02	Projets et raisons du non équipement
24	3.03	Taux d'informatisation en PC portable
27	3.04	Taille du parc informatique
28	3.05	Mise en réseau du parc informatique
29	3.06	Achat des PC en Polynésie française
30	3.07	Diffusion des applicatifs
		LE MOBILE
32	3.11	Taux d'équipement mobile des entreprises
36	3.12	Flotte mobile
37	3.13	Abonnements et sensibilité à la concurrence
39	3.14	Raisons du non équipement
41	3.15	Attentes prioritaires
		INTERNET
43	3.21	Taux de connexion des entreprises
46	3.22	Projets et raisons du non équipement
47	3.23	Technologies d'accès à Internet
49	3.24	Débits d'accès actuels et évolution
51	3.25	Appétence pour l'Internet mobile dans les lieux publics
52	3.26	Forfait Internet mobile via clé 3G/4G
53	3.27	Attentes prioritaires
		USAGES INTERNET
54	3.31	Nature et hébergement du service de messagerie
55	3.32	Niveau d'usage des services de télé-procédures
57	3.33	Niveau d'usage de l'achat en ligne
60	3.34	Impact des droits de douane sur l'achat en ligne
61	3.35	Taux d'équipement Site Web
63	3.36	Projets et raisons du non équipement en Site Web
64	3.37	Fonctionnalités de Site Web
65	3.38	Hébergement et gestion courante de Site Web
66	3.39	Réseaux sociaux
	4	Conclusion – Synthèse
68	4.01	Rappel du contexte
69	4.02	Synthèse des enseignements de l'étude
	5	Annexes



CONTEXTE DE LA MISSION

01





1.00- DIFFUSION DU E-COMMERCE ET DES TIC EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Baromètre OCETIC en 2008, la DDTIC a confié à l'IDATE (Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe), en partenariat avec OCA (Océanienne de Centre d'Appels) pour la partie administration du terrain téléphonique, la mise en place de deux enquêtes dédiées sur la diffusion du E-commerce et des TIC en Polynésie française auprès :

- 1 - du Grand public : Ménages / Individus,
- 2 - des Entreprises privées.

Un an après cette première édition, la DDTIC a souhaité assurer le suivi de cet outil de gouvernance en matière d'intégration des TIC, en lançant la première actualisation du baromètre. Cette seconde campagne a eu pour objectif en 2009 :

1 - de permettre un suivi annuel des indicateurs TIC sur les deux cibles d'enquête, à la fois pour les indicateurs globaux et selon les clés de lecture spécifiques suivantes :

- par CSP et âge pour les ménages/individus ;
- par secteur d'activités et taille salariale pour les entreprises.

2 - d'enrichir la liste des indicateurs élaborés par archipel, afin de mieux appréhender les éventuelles disparités territoriales en matière d'intégration et de diffusion des équipements et usages TIC sur le territoire polynésien.

Afin de poursuivre le suivi de cet outil de gouvernance en matière d'intégration et de développement des TIC, la Direction Générale de l'Economie Numérique - DGEN - a confié en 2014 à l'IDATE et OCA l'actualisation de ce baromètre sur la cible entreprise.

Ce dispositif est complété par la mise en ligne d'un site web dédié permettant de visualiser les indicateurs compilés depuis 2008 et télécharger ces données dans un format open data.

2008

2009

2014

LA MÉTHODOLOGIE

2.01- PÉRIMÈTRE DE L'ENQUÊTE

Par secteur d'activités,
archipel et effectif

02





La cible de l'enquête des entreprises privées est composée à la fois :

1- De structures employant du personnel salarié,

2- De structures sans personnel salarié : i.e. les patentés (qui englobent notamment : les professions libérales, les artisans, les travailleurs indépendants...).

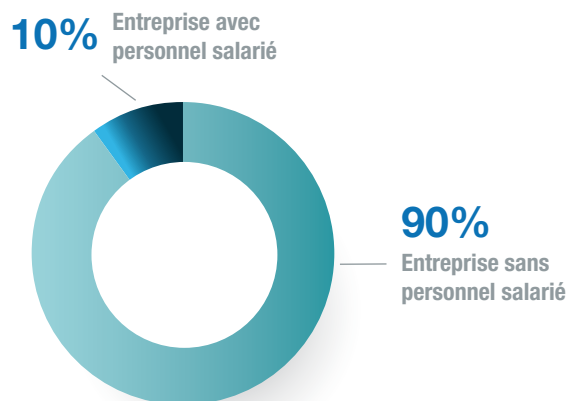
Si les secondes sont très largement majoritaires en volume (90% du tissu économique), la tendance s'inverse au niveau du marché de l'emploi : 86% d'emplois salariés contre 14% de la main d'œuvre chez les patentés en Polynésie française.

Cette caractéristique avait également été observée en 2009 dans des proportions quasi-identiques.

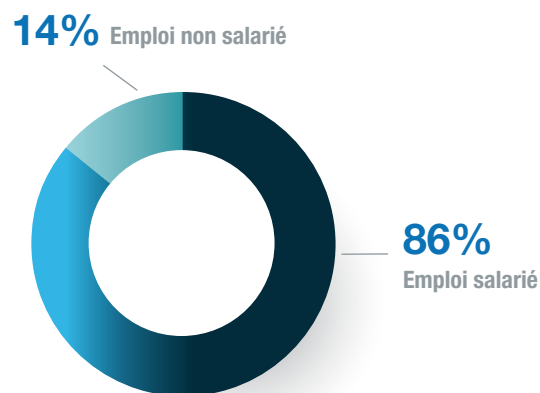
LE POIDS IMPORTANT DANS LE TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL DES PETITES STRUCTURES SOUVENT MOINS BIEN ÉQUIPÉES EN NUMÉRIQUE, DEVRA ÊTRE GARDÉ À L'ESPRIT TOUT AU LONG DE L'ANALYSE DES RÉSULTATS.

Source : IDATE sur données primaires ISPF

► Poids des patentés versus des entreprises avec salariés - 2013



► Poids des emplois salariés versus non salariés - 2013



2.02- RECENSEMENT DE LA CIBLE ENQUÊTE 1

Source : IDATE sur données primaires ISPF

► Nombre d'entreprises en Polynésie française par :

SECTEUR d'ACTIVITÉS

Nombre d'entreprises	9 594	2 736	4 729	1 136	8 590	11 586	5 675	44 046
Pourcentages	22%	06%	11%	03%	20%	26%	13%	100%

ARCHIPEL

	AUSTRALES	ÎLES DU VENT	ÎLES SOUS-LE-VENT	MARQUISES	TUAMOTU GAMBIER	
Nombre d'entreprises	1 201	31 635	6 020	1 767	3 423	44 046
Pourcentages	03%	72%	14%	04%	08%	100%

EFFECTIF

	Aucun salarié	1 à 2 salariés	3 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 salariés et plus	
Nombre d'entreprises	39 549	2 032	884	779	437	365	44 046
Pourcentages	90%	05%	02%	02%	01%	01%	100%

- Sur la base du fichier de recensement Entreprises fourni par l'ISPF, la Polynésie française compte : 44 046 entreprises avec ou sans personnel salarié au 31 décembre 2013.

- Ce nombre traduit une évolution à la baisse de 8% par rapport à 2009.

- Cette diminution est imputable à la **contraction de l'activité économique de la Polynésie française depuis 2009 : Moins 28% de créations d'entreprises entre 2008 et 2012** – Source ISPF.

Source : IDATE sur données primaires ISPF

► Nombre d'entreprises en Polynésie française depuis 2009



Nombre d'entreprises en Polynésie française 2009



Nombre d'entreprises en Polynésie française 2014



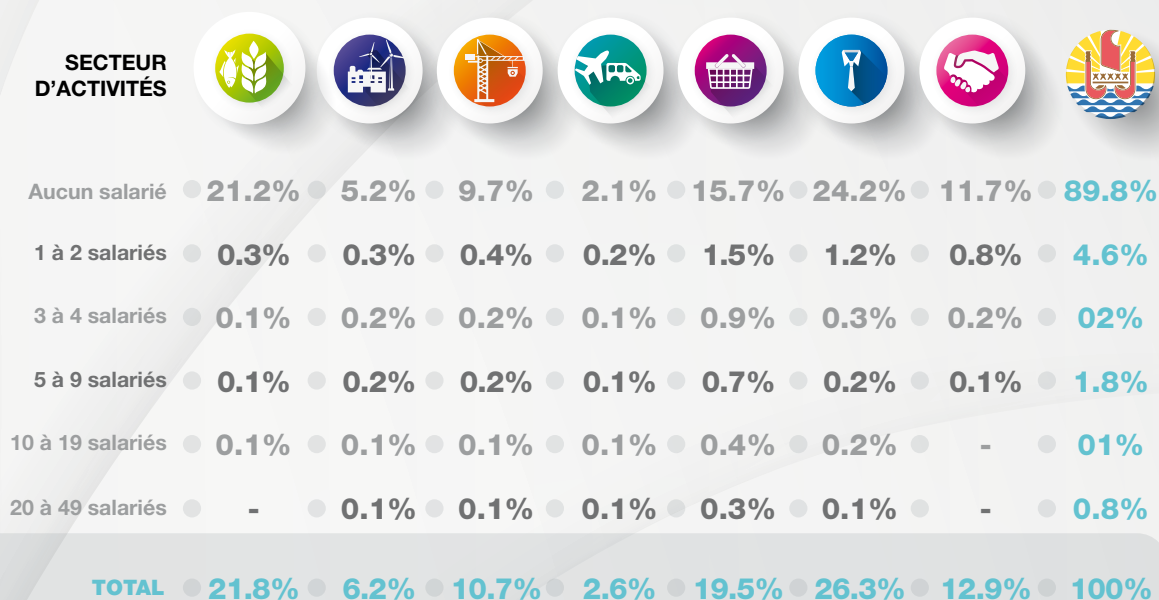
EN RAISON DU CHANGEMENT DE NOMENCLATURE NAF ENTRE L'ÉTUDE 2009 ET 2014, LES SECTEURS D'ACTIVITÉS NE POURRONT PAS TOTALEMENT ÊTRE COMPARÉS. DES RAPPROCHEMENTS SERONT NÉANMOINS EFFECTUÉS.

2.02- RECENSEMENT DE LA CIBLE ENQUÊTE 2

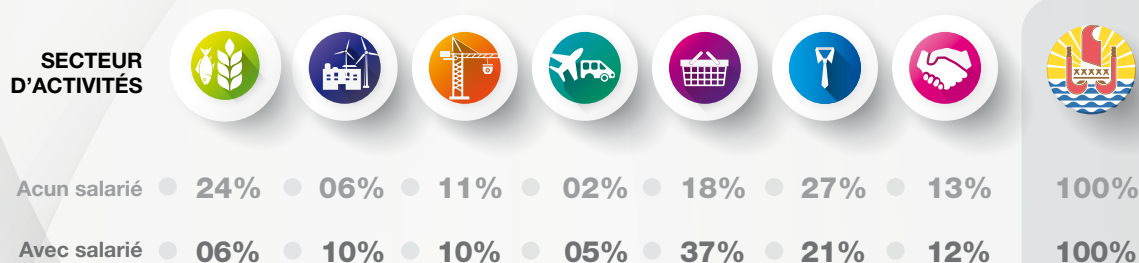
Source : IDATE sur données primaires ISPF

► Taille de l'entreprise par secteur d'activités Avec salarié et sans salarié

02



- Le secteur des services aux entreprises est le plus représenté de l'économie polynésienne avec plus de 10 600 entreprises soit environ 1/4 de l'effectif total.

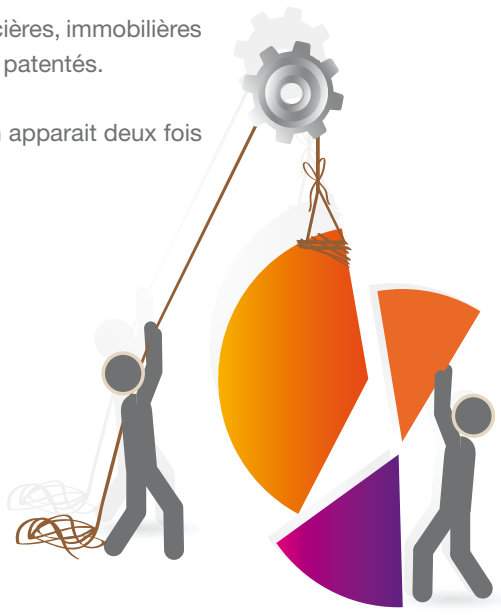




- Des différences de poids des secteurs apparaissent selon que l'analyse est conduite sur les entreprises patentées ou avec personnel salarié.

- L'agriculture et la pêche, et, dans une moindre mesure les activités financières, immobilières et de services aux entreprises, sont plus fortement représentées chez les patentés.

- A l'inverse, le secteur du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration apparait deux fois plus important dans les entreprises avec du personnel salarié.











2.02- RECENSEMENT DE LA CIBLE

ENQUÊTE 3

Source : IDATE sur données primaires ISPF

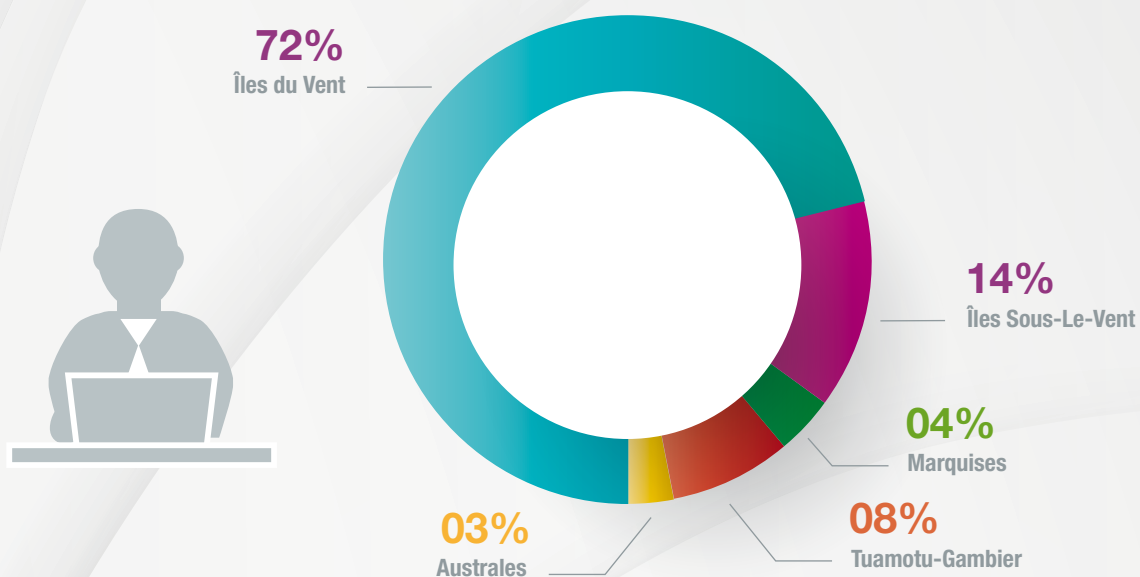
► Poids des entreprises par archipel

SECTEUR D'ACTIVITÉS								TOTAL
Australes	73%	03%	02%	01%	15%	03%	03%	100%
Îles Du Vent	09%	07%	13%	02%	21%	33%	15%	100%
Îles Sous-Le-Vent	43%	05%	07%	04%	16%	14%	11%	100%
Marquises	59%	07%	05%	05%	12%	06%	06%	100%
Tuamotu-Gambier	64%	04%	03%	02%	17%	04%	06%	100%
	22%	06%	11%	03%	20%	26%	13%	100%

2.02- RECENSEMENT DE LA CIBLE ENQUÊTE 3

Source : IDATE sur données primaires ISPF

► Poids des entreprises par archipel



02

- Près de $\frac{3}{4}$ des entreprises de Polynésie française sont concentrées dans l'archipel des Îles du Vent.

- Avec respectivement 3% et 4%, les Australes et les Marquises sont les moins bien représentées.

- L'agriculture et la pêche (dont l'industrie perlicole) représentent la majorité des entreprises des Îles Australes (73%), Tuamotu-Gambier (64%) et Marquises (59%).

- Le secteur «services aux entreprises» est le plus représenté des Îles du Vent. La ventilation des secteurs d'activités y est par ailleurs, plus équilibrée.



2.03- PROTOCOLE D'ENQUÊTE

MODE OPÉRATOIRE

- Enquête téléphonique dédiée de 10 minutes.

CIBLE

- Entreprises du secteur privé (y compris les patentés, i.e. les structures sans personnel salarié).

TAILLE ÉCHANTILLON

- 500 interviews attendues pour 534 réalisées au final.

FICHER DE PROSPECTS

- 8 500 contacts fournis par l'ISPF ; il permet de qualifier chacun d'eux en termes de secteur, taille, implantation territoriale et numéro de téléphone.

PÉRIODE D'ENQUÊTE

- Mai/juin 2014 avec le concours de OCA (Océanienne de Centre d'Appels) pour l'administration des questionnaires.

QUESTIONNAIRE ET INDICATEURS TIC

- Reprise des indicateurs inférés lors de la campagne 2009 (afin d'assurer leur suivi longitudinal) que ce soit au global (i.e. au niveau de la Polynésie française dans son ensemble) ou selon les clés de segmentation retenues lors de l'enquête précédente : secteur d'activités, taille salariale et archipel de localisation,
- Intégration de problématiques/questions complémentaires, pour tenter notamment d'analyser de nouveaux usages au sein des entreprises : utilisation de l'Internet sans fil, réseaux sociaux,...

INTERLOCUTEURS








- Dirigeant de l'entreprise,
- Responsable Télécom ou informatique,
- Personne responsable en interne de l'équipement télécom/informatique (en sus de son activité principale).







MÉTHODE DES QUOTAS RAISONNÉS AVEC

- Comme lors de l'édition 2009, un suivi de quotas raisonnés sur le secteur d'activités, la taille salariale et l'archipel de localisation qui permet de fournir des indicateurs déclinés selon ces trois clés de lecture.
- Un jeu de redressement garantissant un échantillon représentatif de la structure des entreprises selon le secteur d'activités économique, la taille salariale et la localisation par archipel du siège de l'entreprise.

2.04- PLAN DE SONDAGE

Source : IDATE sur données primaires ISPF

SECTEUR D'ACTIVITÉS								TOTAL
Nombre d'interviews	70	70	70	70	80	70	70	500
Réalisés	77	79	71	70	89	75	73	534
Ecart	+7	+9	+1	-	+9	+5	+3	+34

EFFECTIF							TOTAL
	0 salarié / patentés	1 à 2 salariés	3 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 salariés et plus	
Nombre d'interviews	100	100	100	90	60	50	500
Réalisés	107	113	101	91	72	50	534
Ecart	+7	+13	+1	+1	+12	-	+34

ARCHIPEL	ÎLES DU VENT	ÎLES SOUS-LE-VENT	MARQUISES	AUSTRALES	TUAMOTU GAMBIER	TOTAL
Nombre d'interviews	270	70	50	50	60	500
Réalisés	303	73	50	50	58	534
Ecart	+33	+3	-	-	-2	+34

- Le plan de sondage est basé sur un suivi de trois quotas raisonnés sur le secteur d'activités, la taille salariale et la localisation par archipel.

- Ces quotas raisonnés distordent les vrais poids des caractéristiques observées par rapport à ceux de la population mère. Ainsi ils garantissent une présence suffisante de chacune des catégories dans la base de sondés pour assurer une précision statistique satisfaisante dans l'établissement d'indicateurs croisés sur ces sous-catégories.



2.05- LIMITE D'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS ET PLAN DE TRAITEMENT

L'interprétation d'indicateurs statistiques issus d'enquête nécessite de prendre certaines précautions, notamment en raison du fait qu'un (sous-)échantillon trop petit grève trop lourdement la précision statistique (cf. annexe) :

- Dans ce cas, l'intervalle de confiance est trop étendu et les indicateurs inférés ne peuvent plus être considérés comme robustes (i.e. reproductibles d'un échantillon à l'autre),
- En pratique, il est d'usage de retenir un seuil minimal de 50 interviewés pour pouvoir avancer une estimation jugée suffisamment robuste. Néanmoins, même dans ce cadre là (voir tableau en annexe), les intervalles de précision peuvent aller jusqu'à +/- 14% (cas d'une fréquence observée de 50% pour un sous-échantillon de 50 interviewés).

Eu égard à ce rappel en matière de précision statistique, le plan de traitement suivant a été produit :

- Des tris à plat (redressés) au global : i.e. pour l'ensemble de la Polynésie française,
- Des tris croisés selon le secteur d'activités, la taille salariale et l'archipel de localisation en cas de questions non filtrées (i.e. concernant l'ensemble des sondés),
- Des tris croisés selon le secteur d'activités, la taille salariale et l'archipel de localisation en cas de questions filtrées n'entraînant pas une déperdition de plus de 70% de la base initiale (ceci afin de garantir un nombre suffisant –d'au moins 40/50 répondants– par sous-catégorie analysée).

Reste que, sur une vague d'enquête donnée, des différences «factices» entre sous-catégories (exemple deux secteurs) peuvent persister :

- Un test statistique de comparaison de fréquence permet alors de constater que les différentiels entre les estimations ponctuelles ne sont pas statistiquement significatifs,
- Ce risque est d'autant plus grand que l'indicateur concerne des sous-populations,
- Ainsi, Il est peu probable au niveau des indicateurs régionaux (du fait de la taille des bases globales retenues ici) mais devient plus grand au niveau des tris croisés par taille, archipel ou secteur d'activités.

2.06- LIMITE D'INTERPRÉTATION DE RÉSULTATS LONGITUDINAUX

- Dans le cadre de cette troisième édition du baromètre OCETIC, un suivi longitudinal des indicateurs est également proposé, afin de mesurer l'évolution de ces «marqueurs IT» dans le temps.

- Ainsi, lorsque cela est possible, **des mises en perspective avec les valeurs inférées au cours de la campagne d'enquête de 2009 sont proposées sous forme de différentiels** (i.e. écarts) entre les valeurs obtenues au cours des 2 vagues d'enquête.

LE SUIVI LONGITUDINAL DES INDICATEURS DEVRA ÊTRE INTERPRÉTÉ AVEC LA PLUS GRANDE PRÉCAUTION À LA FOIS :

- **De présence résiduelle potentielle «d'artéfacts statistiques»** dans le cadre de comparaison d'un même indicateur entre deux vagues d'enquête :

1- Des «baisses/hausses factices» sur un indicateur donné entre 2 vagues d'enquête peuvent survenir en raison des intervalles de confiance attachés aux estimations ponctuelles (cf. annexe).

2- Ce risque est d'autant plus grand que l'indicateur concerne des sous-populations. Ainsi, Il est peu probable au niveau des indicateurs régionaux (du fait de la taille des bases globales retenues ici) mais devient plus grand au niveau des indicateurs croisés par secteur, taille salariale ou archipel.

- Des différences issues du changement de nomenclature NAF entre l'étude 2009 (utilisant la nomenclature NAF 2003) et 2014 (utilisant la nomenclature NAF 2009). **Les comparaisons entre secteurs d'activités ont été réalisées à partir de rapprochements entre les codes NAF.**

02



- En l'absence d'enquête nationale sur la cible entreprises réalisée par l'IDATE en 2013, il ne sera pas possible de délivrer des comparaisons avec des statistiques établies à l'échelle de la métropole.

- Par ailleurs, aucune étude de référence n'a été récemment conduite dans des régions comparables au contexte îlien de la Polynésie française.

- Néanmoins, l'IDATE ayant réalisé en 2014 les Baromètres TIC des Régions Lorraine et Rhône-Alpes, les indicateurs de Polynésie française pourront ainsi être mis en perspective des résultats observés dans ces deux régions. Des encarts faisant apparaître ces résultats seront ainsi indiqués tout au long de l'enquête.

Exemple d'encart comparatif

COMPARAISON – TAUX D'INFORMATISATION DES PME

- En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE)
- En Rhône Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE)



UN RÉCAPITULATIF DES PRINCIPAUX INDICATEURS OBSERVÉS EST PROPOSÉ DANS LA PARTIE 4 CONCLUSION / SYNTHÈSE.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

INFORMATIQUE / MOBILE / INTERNET

03



L'INFORMATIQUE

3.01- TAUX D'INFORMATISATION DES ENTREPRISES 1

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes et rhônalpines- 100%

LEGENDE

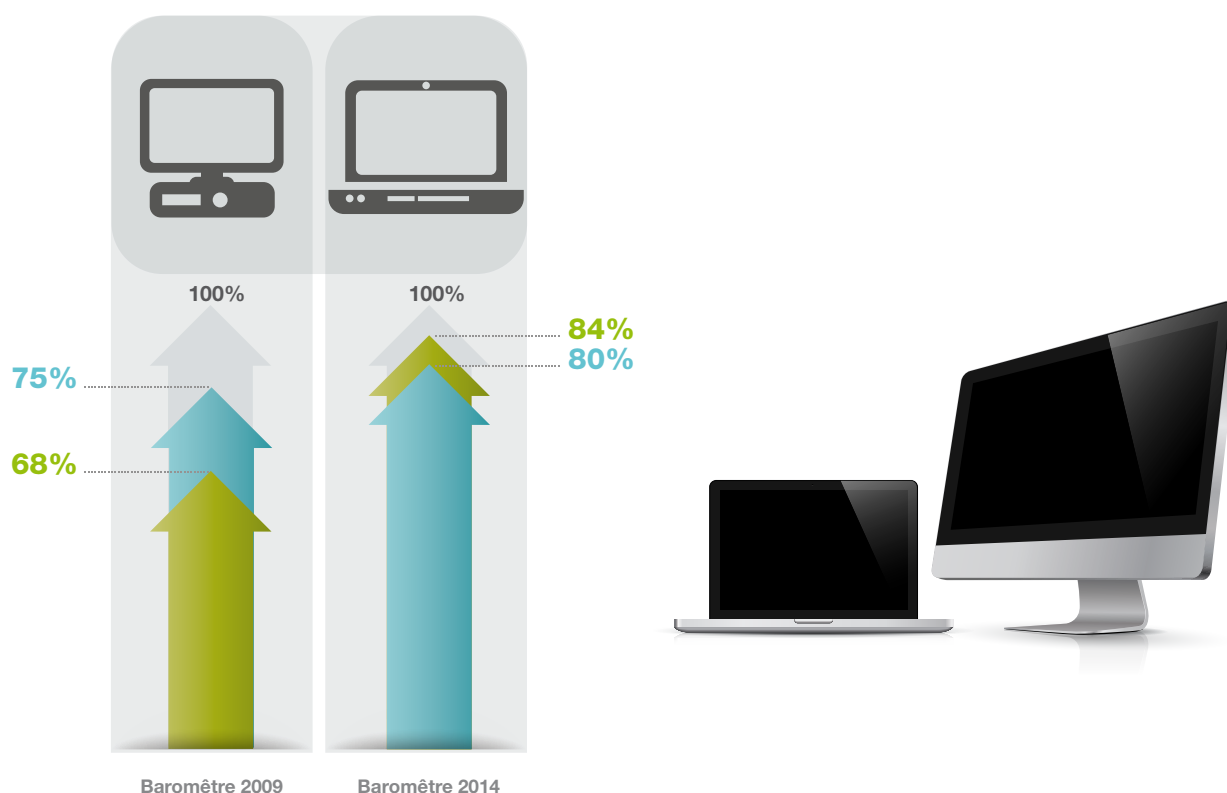


Rhône-Alpes



Polynésie française

► Taux d'informatisation - Polynésie française / Rhône Alpes - 2009/2014



- 8 entreprises polynésiennes sur 10 sont informatisées. Ce niveau est légèrement inférieur aux moyennes observées en Lorraine (85%) et Rhône-Alpes (84%).

La faible progression observée entre 2009 et 2014 démontre l'atteinte d'un plafond au-delà duquel il sera difficile à l'avenir d'observer des progressions significatives.

A l'inverse, les entreprises rhônalpines ont davantage progressé au cours de la période (+16 pts).

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

1- INFORMATIQUE

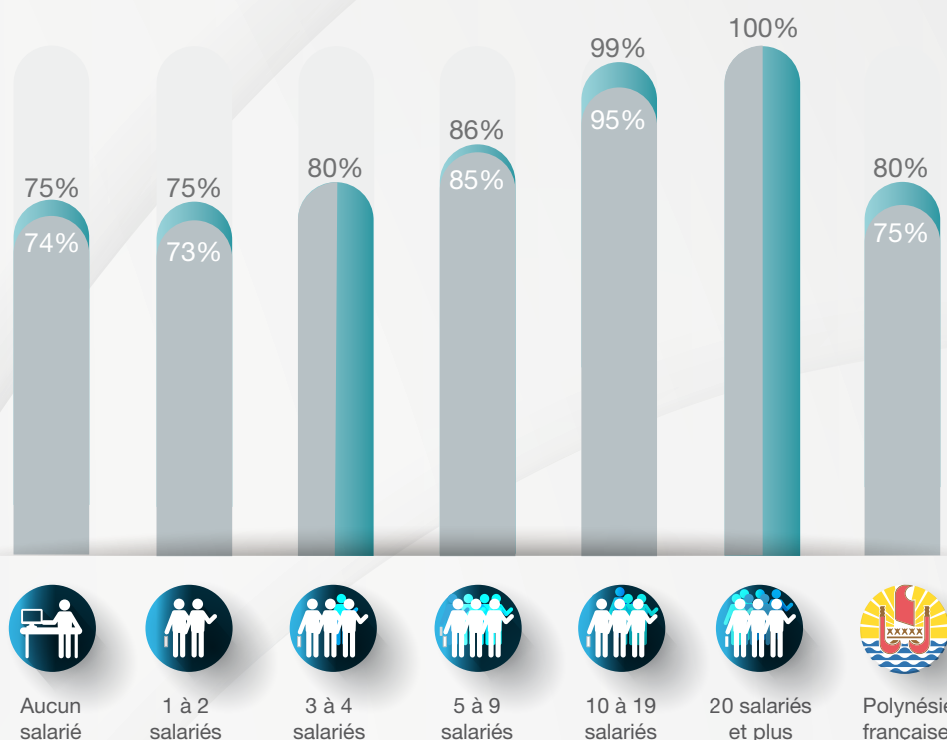
LEGENDE



3.01- TAUX D'INFORMATISATION DES ENTREPRISES 1

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes et rhônalpines – 100%

► % d'entreprises informatisées par effectif salarié 2009/2014



03



- **La non informatisation est à relativiser.** En effet, environ 1/4 des entreprises non informatisées utilisent leurs ordinateurs personnels à des fins professionnelles.

- **Le niveau d'informatisation est proportionnel aux tailles d'entreprises.**

COMPARAISON – TAUX D'INFORMATISATION DES PME

- En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **85 %**
- En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **84 %**



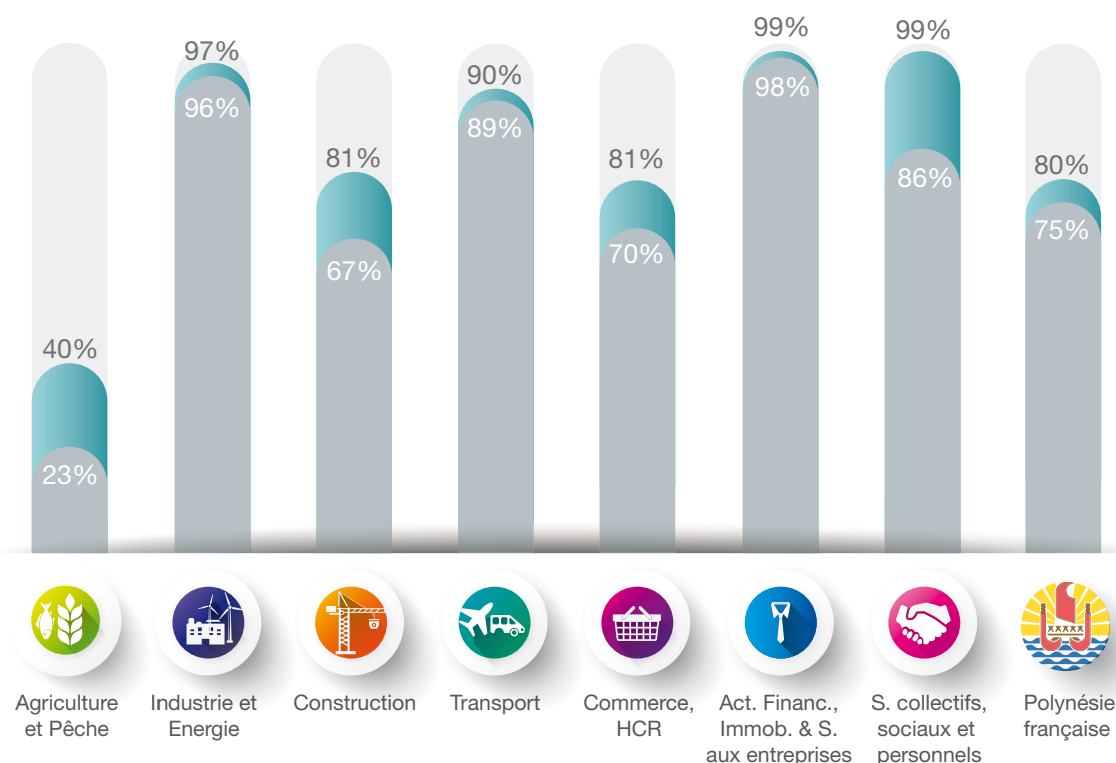
LEGENDE



3.01- TAUX D'INFORMATISATION DES ENTREPRISES 2/2

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises informatisées par secteur 2009/2014



- Les secteurs de l'industrie, des services collectifs et aux entreprises bénéficient d'une informatisation quasi complète. **L'agriculture et la pêche restent en retrait** avec 40% d'entreprises encore non informatisées. Il existe une césure sectorielle en matière d'informatisation, avec d'un côté les secteurs d'activités pour lesquels l'informatique est devenue un support métier exclusif, et les autres, pour lesquelles l'informatique n'est pas une nécessité à l'activité.



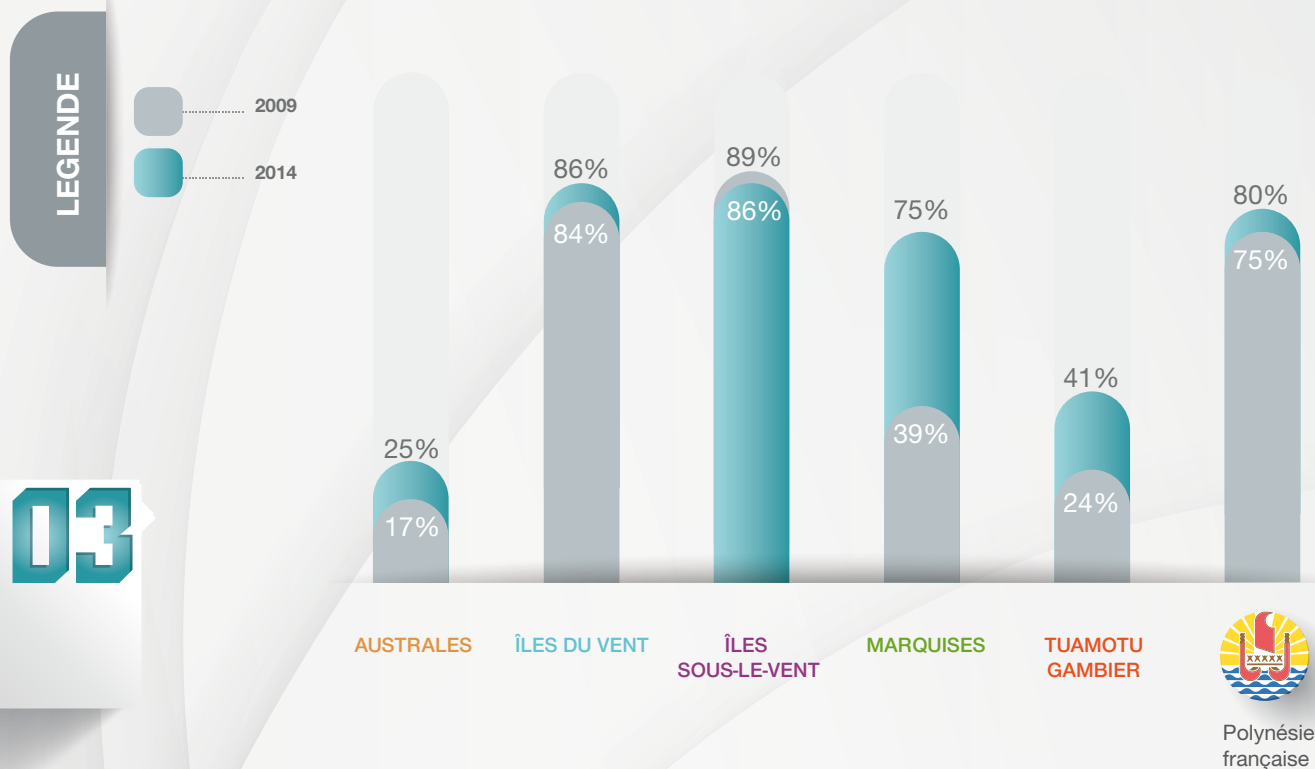
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

1- L'INFORMATIQUE

3.01- TAUX D'INFORMATISATION DES ENTREPRISES 2/2

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises informatisées par archipel 2009/2014



- Le développement de l'informatique est variable selon les archipels polynésiens.

- Les îles du Vent et Sous-le-Vent présentent une informatisation importante avec plus de 85% des entreprises équipées en PC.

- Les îles Australes et Tuamotu-Gambier ainsi que les îles Marquises sont en retrait mais présentent une progression forte par rapport à la précédente enquête réalisée en 2009.

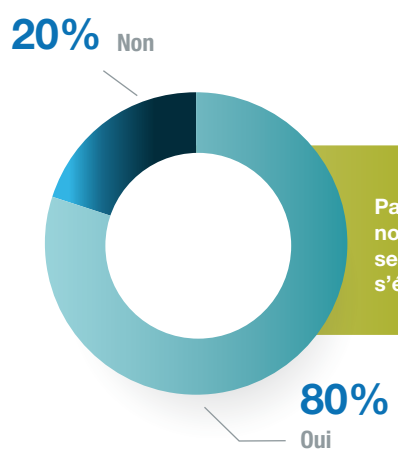
- Ces disparités reflètent, dans une certaine mesure, les écarts sectoriels constatés. Les Australes, les Marquises et Tuamotu-Gambier sont dominés par le secteur agricole et la pêche, secteurs moins informatisés.



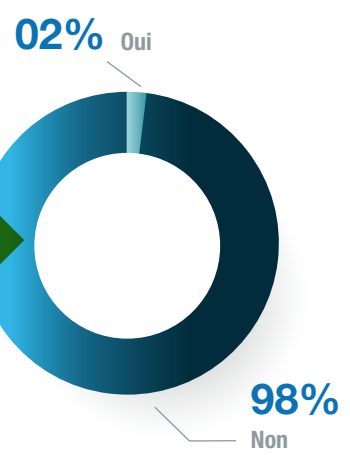
3.02- PROJETS ET RAISONS DE NON ÉQUIPEMENT

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► Rappel : taux d'informatisation des entreprises polynésiennes



► Projet d'informatisation des entreprises polynésiennes à 1 an

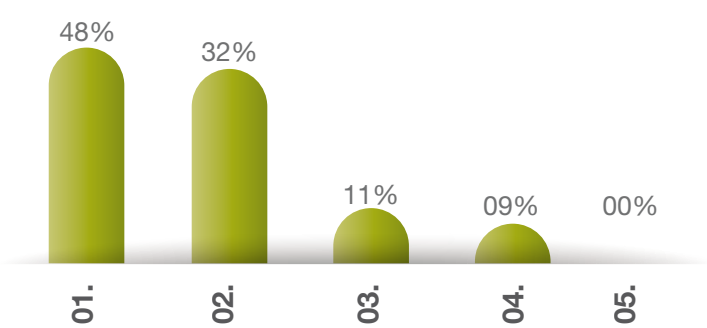


Parmi les 20% d'entreprises non informatisées, seulement 2 % souhaitent s'équiper à 1 an.

- **Les projets d'informatisation sont très faibles** : 2% des entreprises non équipées envisagent de se doter en matériel informatique sous un an. Ce résultat **confirme l'atteinte d'un plafond en terme d'informatisation**.

Base : Entreprises polynésiennes non équipées – 20%

► Raison principale de la non informatisation (1 seule réponse possible)



LEGENDE

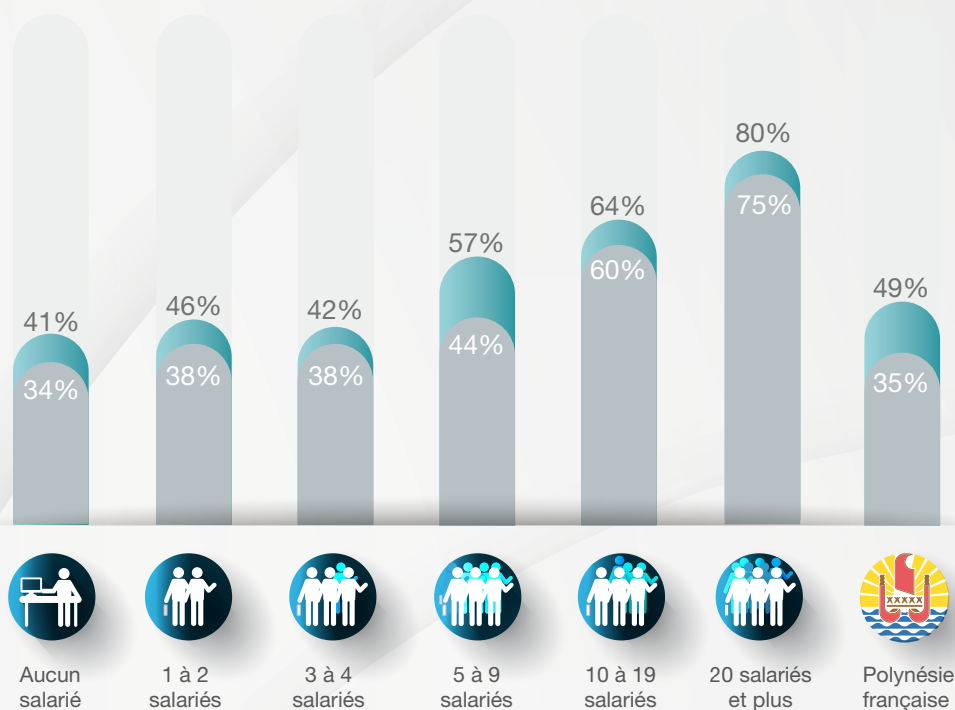
01. Pas d'intérêt
02. Trop compliqué
03. Trop coûteux
04. Pas le temps
05. Autre

- Les principales raisons de la non informatisation sont d'abord l'absence d'intérêt, puis la complexité de devoir s'équiper. Le frein monétaire reste limité, étant évoqué par une entreprise sur 10.

3.03- TAUX D'INFORMATISATION EN PC PORTABLE

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises équipées de PC portable par effectif salarié 2009/2014

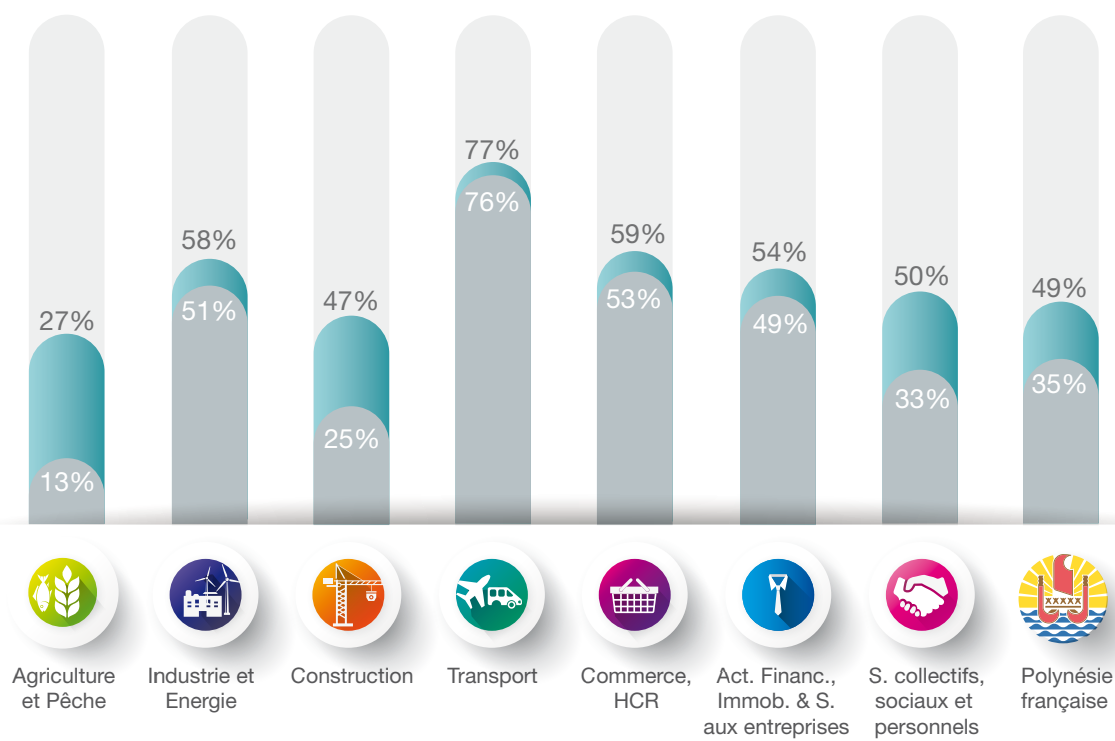


03

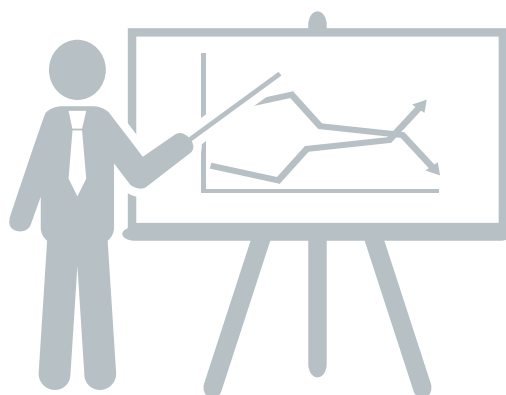
La pénétration des PC portables progresse en Polynésie française avec près de la moitié des entreprises équipées (+14 pts par rapport à 2009). Il reste en léger retrait par rapport aux régions Lorraine et Rhône-Alpes qui atteignent respectivement 52% et 53% des entreprises.



► % d'entreprises équipées de PC portable
par secteur d'activités 2009/2014



Cette nomadisation du parc informatique s'explique par la forte dynamique observée depuis plusieurs années maintenant sur le marché des portables.



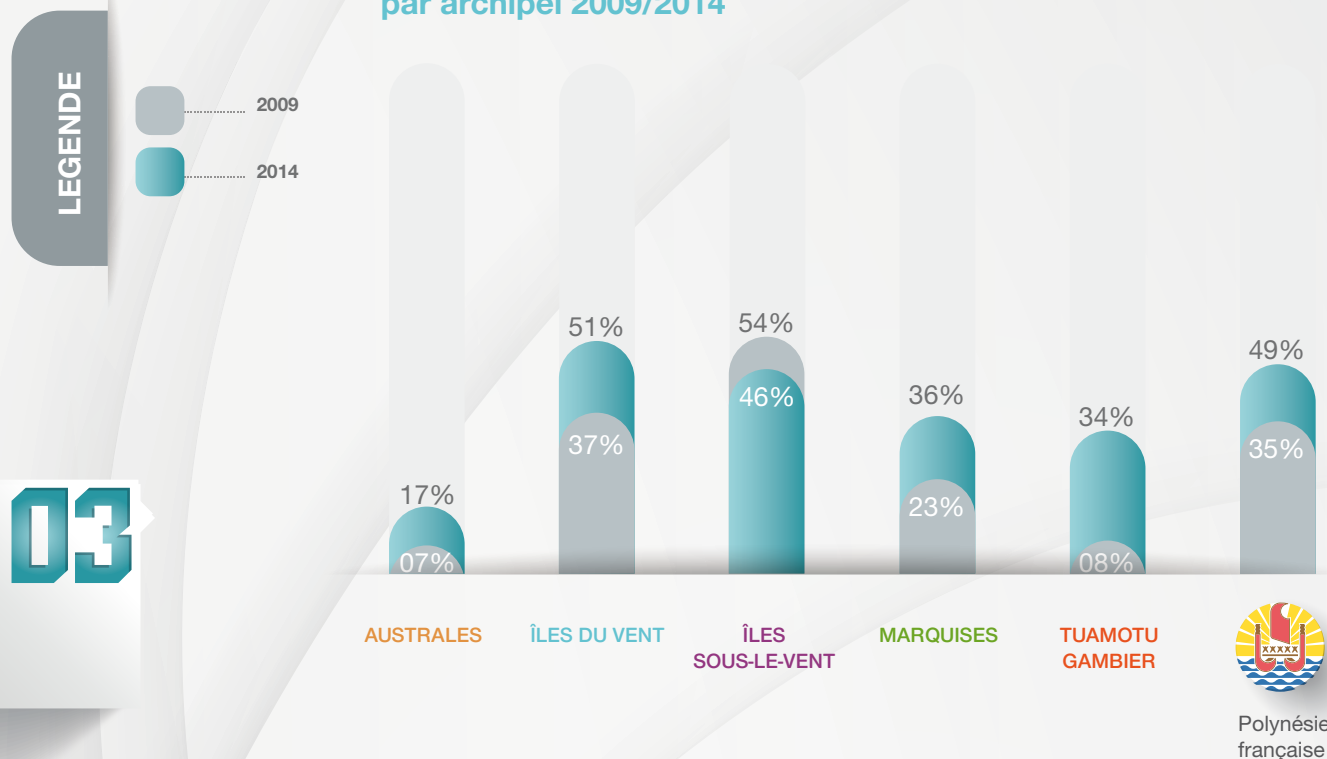
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

1- L'INFORMATIQUE

3.03- TAUX D'INFORMATISATION EN PC PORTABLE

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises équipées de PC portable par archipel 2009/2014



Le niveau d'équipement en PC portable est :

- Proportionnel à la taille des entreprises,
- En retrait dans le secteur agricole avec moins d'une entreprise sur 3 équipée,
- A l'inverse, bien diffusé dans le secteur des transports avec plus de ¾ d'entreprises équipées,
- Marqué par des disparités géographiques moins fortes que pour le taux d'informatisation (PC fixes + portables),
- En forte progression depuis 2009 dans l'archipel des Tuamotu-Gambier.

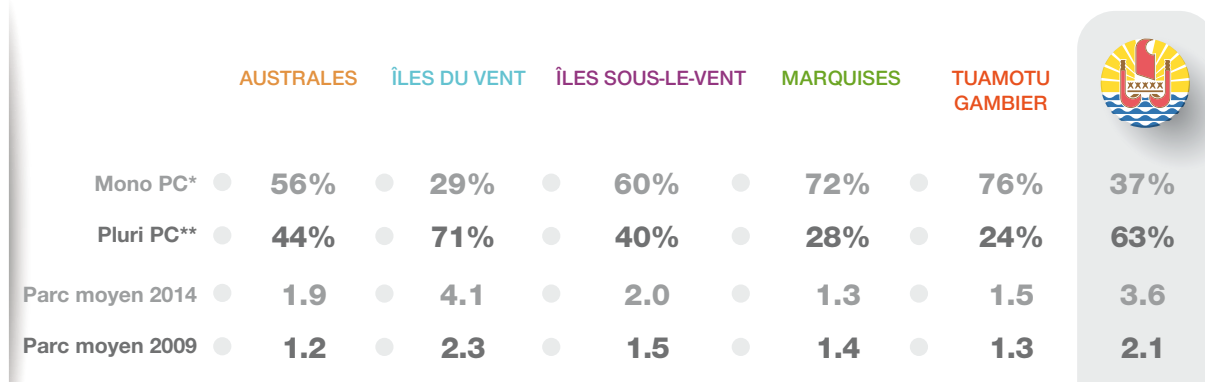
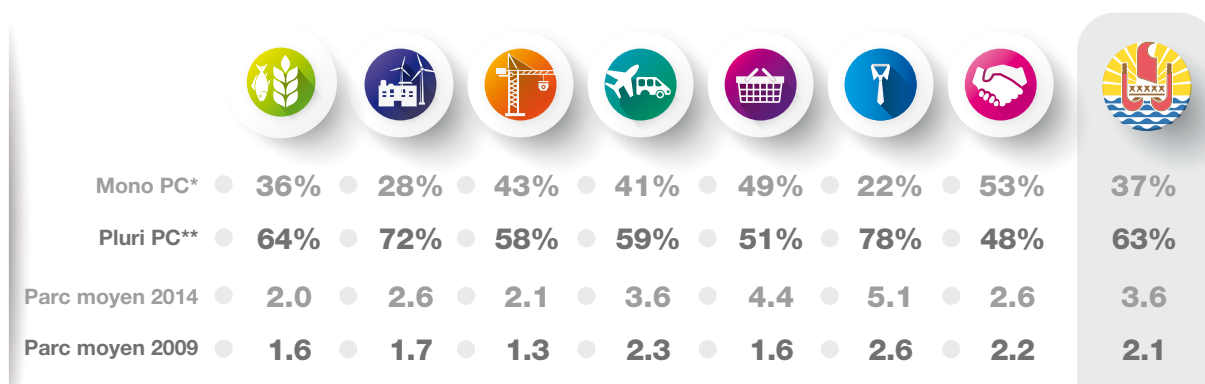
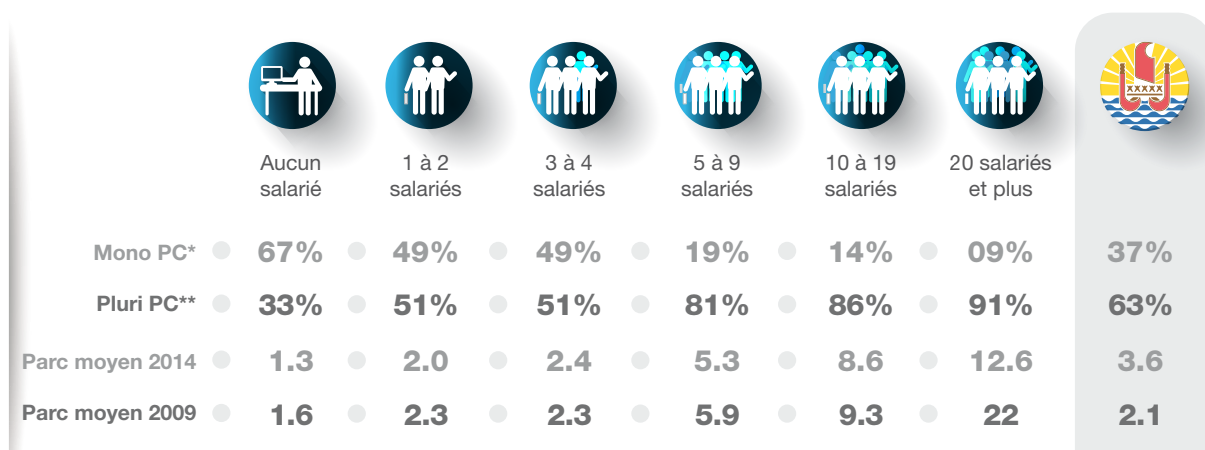
COMPARAISON – TAUX D'ÉQUIPEMENT EN PC PORTABLES DES PME

En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **52 %**

En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **53 %**

3.04- TAILLE DU PARC INFORMATIQUE

Base : Entreprises polynésiennes informatisées – 80%



* Mono PC : un seul PC est présent dans l'entreprise ; ** Pluri PC : plusieurs PC sont présents dans l'entreprise

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

1- L'INFORMATIQUE

- En 2014, **les entreprises de Polynésie française disposent d'un parc moyen de 3,6 PC par entreprise**. Cette moyenne est supérieure à celle de la région Lorraine qui se situe à 3,3 PC par entreprise.

En 2009, ce ratio se situait à 2,1. **La comparaison montre une évolution croissante du parc informatique.**

- Alors qu'il était majoritaire en 2009, le schéma monoposte ne représente plus que 37% des entreprises polynésiennes, traduisant désormais **une utilisation croissante de l'outil informatique dans les différents métiers de l'entreprise**.

- **Le volume des parcs informatiques reste logiquement corrélé à la taille de l'entreprise**. Plus l'entreprise dispose de salariés, plus le nombre d'ordinateurs utilisés est important.

- Comme en 2009, les secteurs des Activités financières/Immobilières et Services aux entreprises, et le Commerce / HCR bénéficient de parcs informatiques nettement supérieurs à la moyenne.

Concentrant les entreprises de ces secteurs d'activités, les Iles du Vent enregistrent un niveau de parc informatique largement supérieur aux autres archipels.

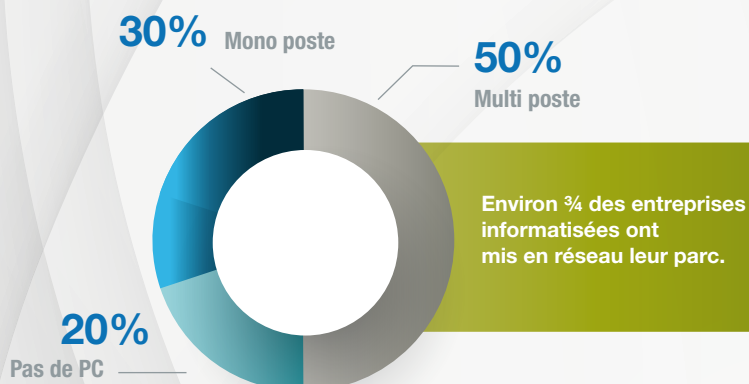
03

3.05- MISE EN RÉSEAU DU PARC INFORMATIQUE

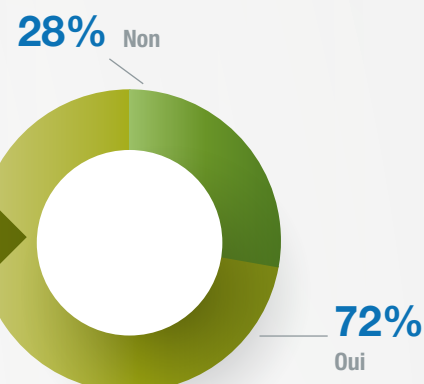
Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

Base : Entreprises polynésiennes pluri-équipées – 50%

Taille du parc informatique



Mise en réseau du parc informatique



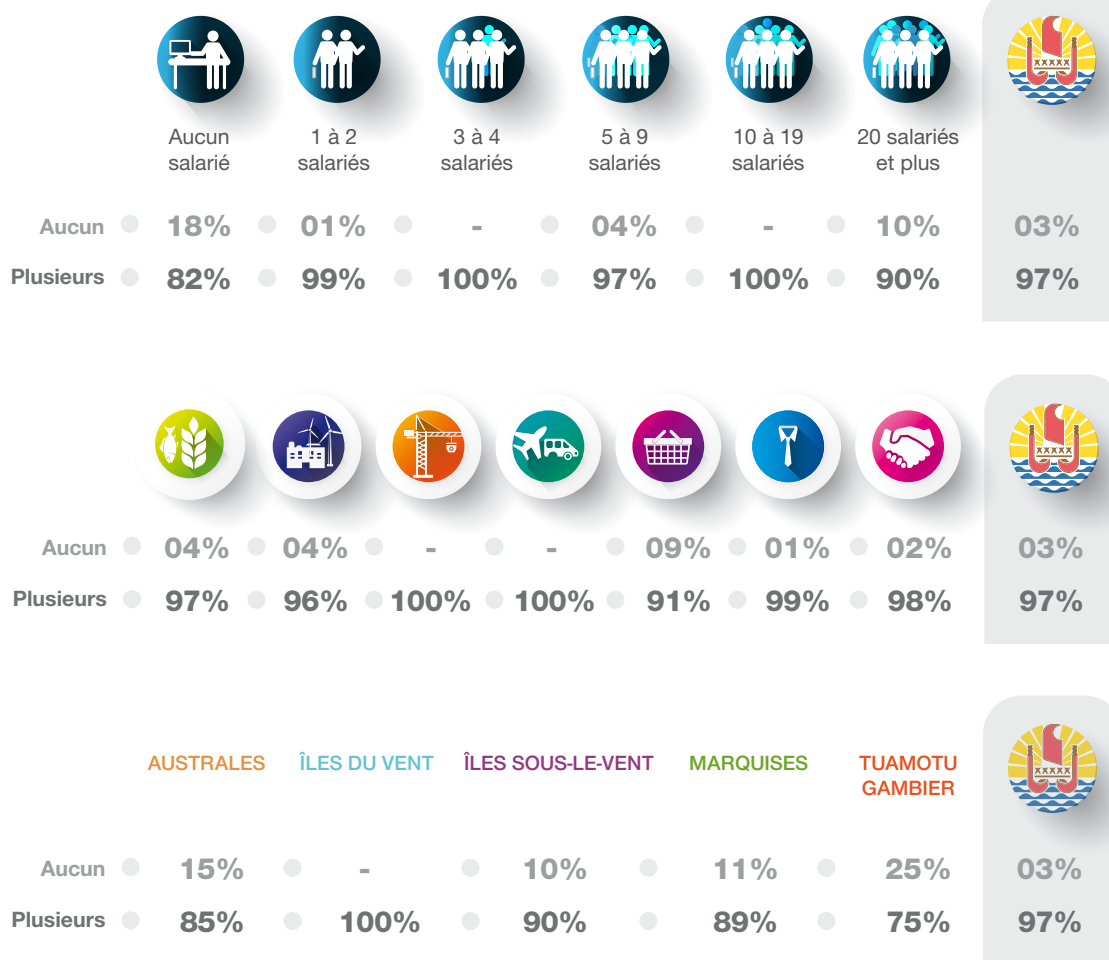
- Pour rappel, 1 entreprise polynésienne sur 2 dispose de plusieurs postes informatiques. **Près de ¾ de ces entreprises ont mis en réseau leur parc informatique.**

- **La mise en place d'un réseau est directement corrélée à la taille de l'entreprise**. Plus un établissement dispose de postes, plus la mise en réseau devient indispensable à son fonctionnement (partage de documents, sauvegarde sur serveur informatique,...).

3.05- ACHAT DES PC EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Base : Entreprises polynésiennes informatisées – 80%

► Parmi ces ordinateurs combien ont été achetés en Polynésie française ?



- La quasi-intégralité des entreprises polynésiennes (97%) a acheté plusieurs PC de son parc informatique auprès de fournisseurs locaux. Cette tendance s'était vérifiée dans les mêmes proportions au cours de la campagne 2009.

- Le recours à l'achat en dehors de la Polynésie française reste exceptionnel et pour des achats généralement unitaires.

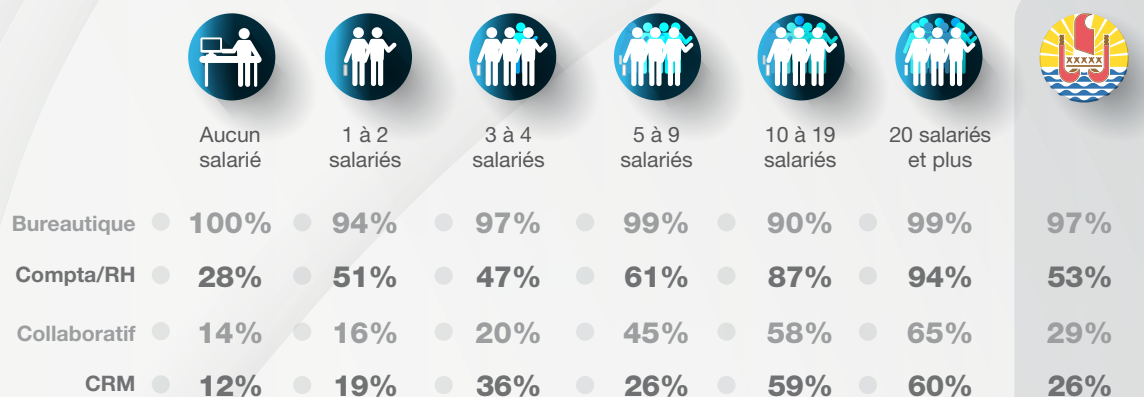
- Malgré les différences de coûts que l'on peut constater au niveau local au regard des possibilités qui sont offertes au moyen d'Internet, le commerce électronique n'a pas engendré des achats en ligne significatifs de la part des entreprises.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

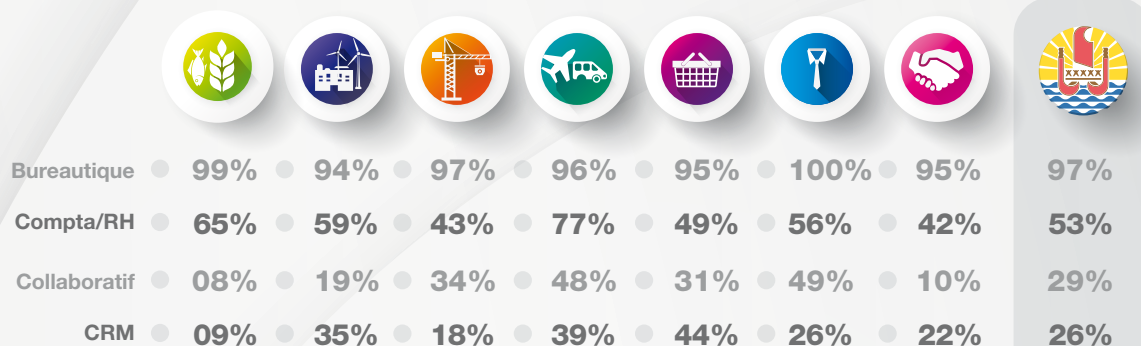
1- L'INFORMATIQUE

3.06- DIFFUSION DES APPLICATIFS

Base : Entreprises polynésiennes informatisées – 80%



03





Les applications bureautiques sont adoptées par la très grande majorité des entreprises (97%).

Les autres types d'applications sont en forte progression depuis 2009 :

1- Les applications de comptabilité et RH sont utilisées en moyenne par plus de la moitié des entreprises polynésiennes (contre 1/3 en 2009). Le recours à ces applicatifs est proportionnel à la taille de l'entreprise.

2- Les plates-formes collaboratives sont utilisées par près de 30% des entreprises polynésiennes (contre moins de 4% en 2009). Ce taux atteint près de 50% pour les secteurs du transport et des activités financières / immobilières.

3- Les outils de gestion de la relation client (CRM) bénéficient d'une diffusion moindre (1/4 des entreprises) et concernent plus particulièrement les secteurs de l'industrie, des transports et du commerce / HCR.

L'utilisation des applicatifs est davantage généralisée dans l'archipel des Iles du Vent laissant entrevoir des efforts à poursuivre sur les autres archipels.

Les outils collaboratifs et de gestion de relation client (CRM) permettent de s'affranchir des contraintes d'isolement géographique. A titre d'exemple, les entreprises de Polynésie française sont en avance sur leurs homologues lorrains sur l'usage des plates-formes collaboratives (29% contre 23% d'entreprises utilisatrices en Lorraine).



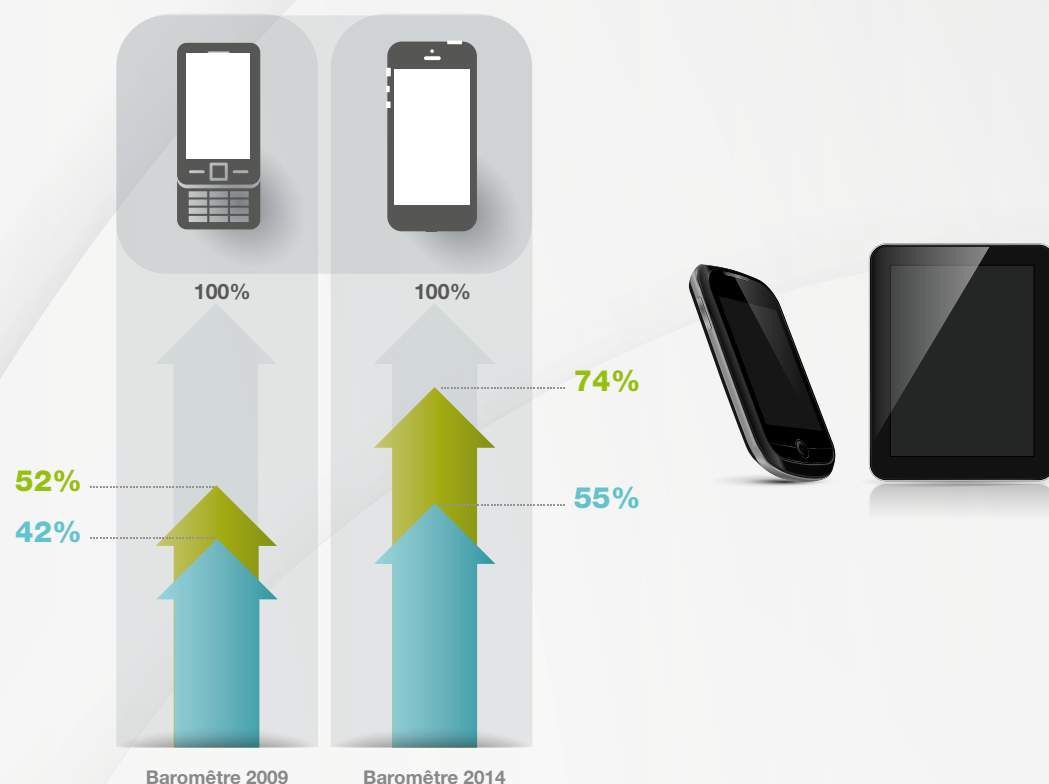
MOBILE

3.11- TAUX D'ÉQUIPEMENT MOBILE DES ENTREPRISES 1/2

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes et rhônalpines- 100%

► Taux d'équipement mobile - Polynésie française / Rhône Alpes 2009/2014

03



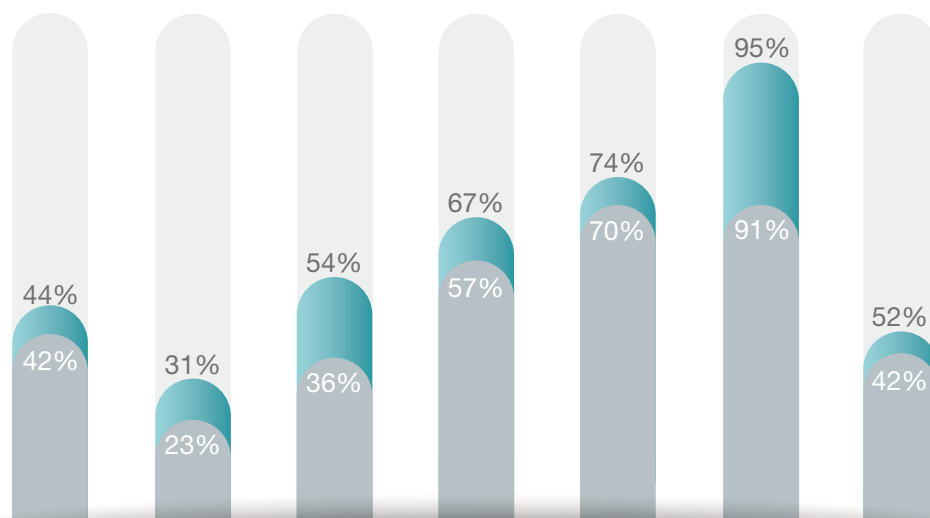
- Comme en 2009, la Polynésie française reste en retrait en terme d'équipement mobile des entreprises. 52% sont équipées contre respectivement 69% et 74% en Lorraine et en Rhône-Alpes. La progression entre les deux études a été plus importante en Rhône-Alpes (+19 pts contre +10 pts en Polynésie française).

Ce retard s'explique par un déficit de concurrence sur le territoire polynésien en comparaison avec la métropole (2 opérateurs mobiles contre 4 en métropole).

L'arrivée en 2013 de Vodafone devrait permettre d'agir en faveur de la diminution des prix et d'une amélioration de la couverture.

► % d'entreprises équipées en mobile par effectif salarié 2009/2014

LEGENDE



Aucun
salarié



1 à 2
salariés



3 à 4
salariés



5 à 9
salariés



10 à 19
salariés



20 salariés
et plus



Polynésie
française

- **La part des entreprises polynésiennes équipées en mobile est proportionnelle à la taille.** Les entreprises de plus de 20 personnes sont ainsi majoritairement équipées.

- **Les patentés restent mieux équipés que les petites entreprises avec salariés.**

Elles sont principalement composées de professions libérales et d'artisans, dont c'est le moyen de communication essentiel.

COMPARAISON – TAUX D'ÉQUIPEMENT MOBILE DES PME

En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **69%**

En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **74%**



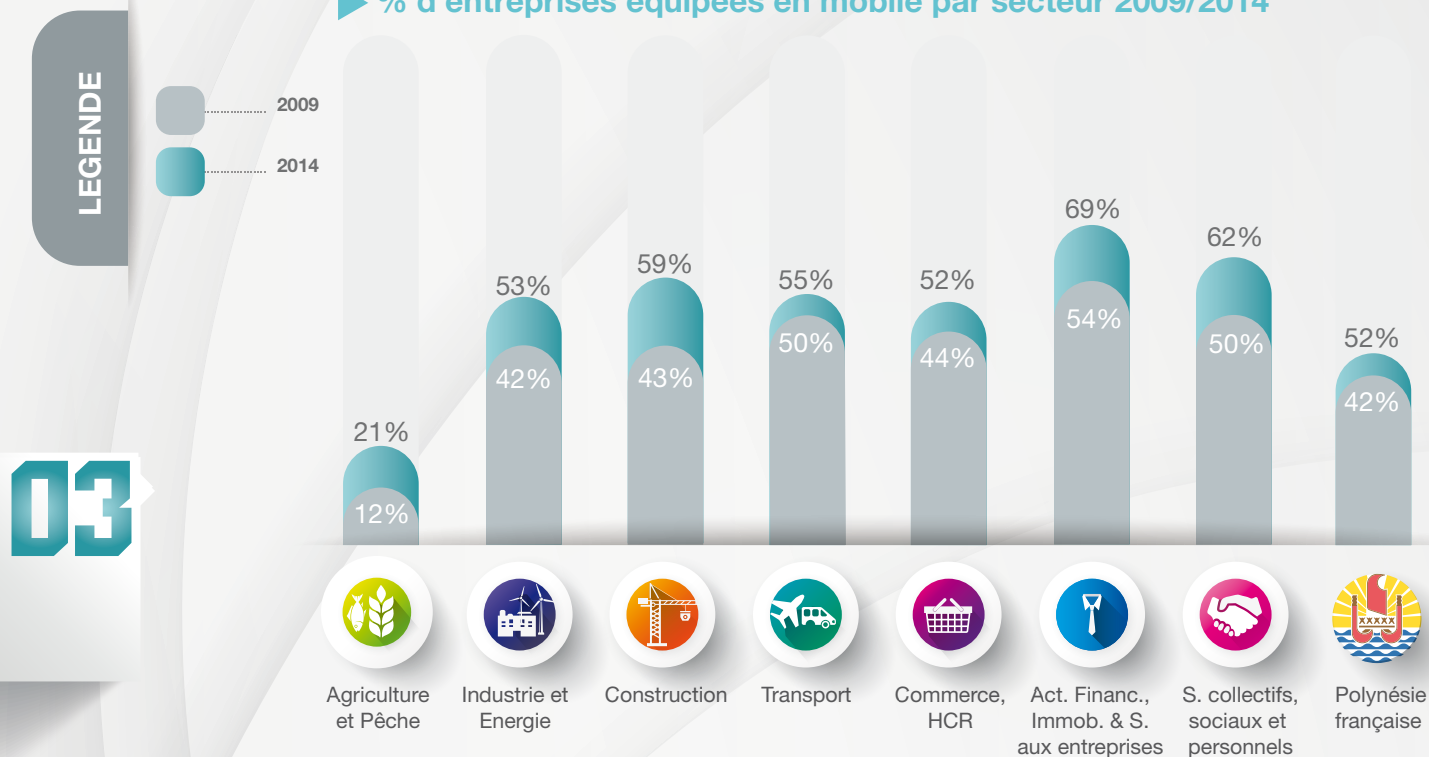
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

2- MOBILE

3.11- TAUX D'ÉQUIPEMENT MOBILE DES ENTREPRISES 2/2

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises équipées en mobile par secteur 2009/2014



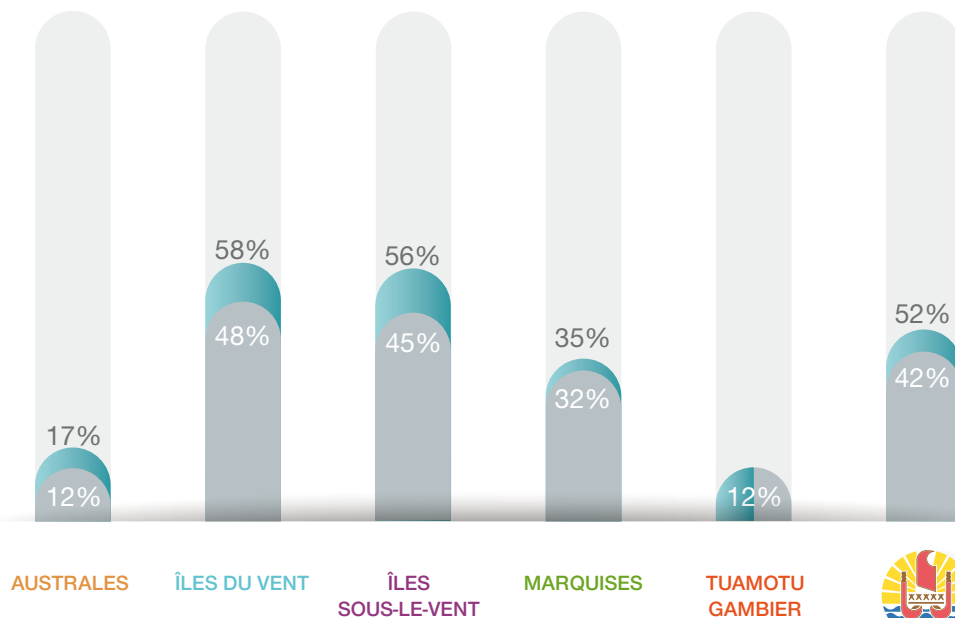
- Le secteur tertiaire apparaît mieux équipé que la moyenne polynésienne (52%).

A l'inverse, l'agriculture et la pêche présentent un retrait significatif (21%).



Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises équipées en mobile par archipel 2009/2014



AUSTRALES

ÎLES DU VENT

ÎLES
SOUS-LE-VENT

MARQUISES

TUAMOTU
GAMBIERPolynésie
française

- **Les disparités régionales restent similaires à celles constatées avec le taux d'informatisation.** Les écarts entre les archipels sont marqués (12% pour l'archipel des Tuamotu-Gambier contre 58% pour les Îles du Vent).

- **Néanmoins, la plupart des archipels enregistre une progression depuis 2009.** Celle-ci est davantage marquée pour les Îles du Vent et Sous-le-Vent (plus de 10 pts de progression entre les deux enquêtes).

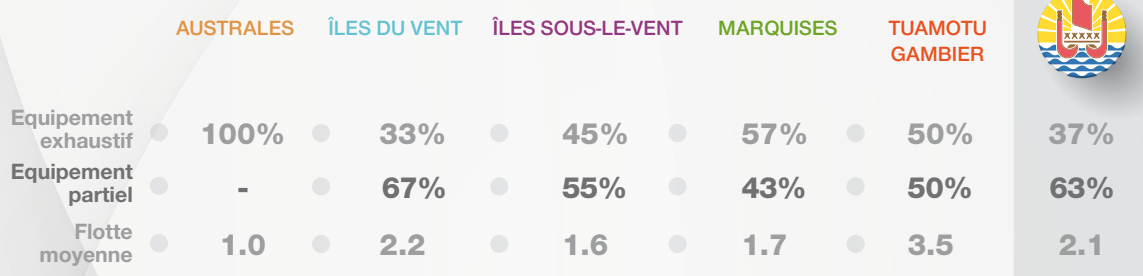
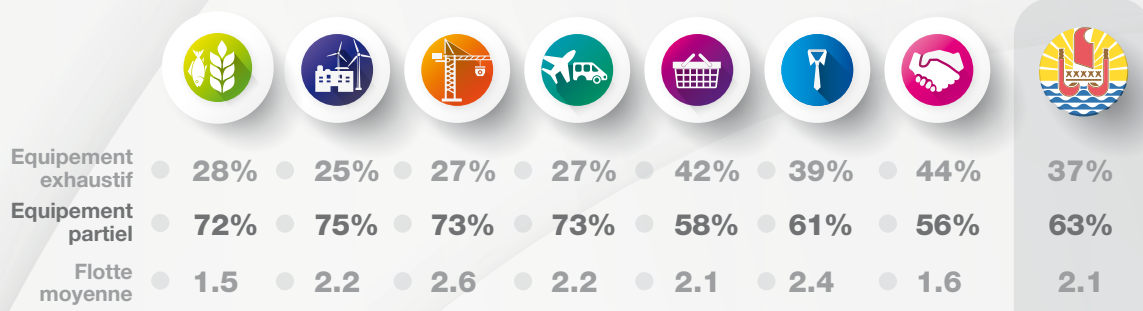
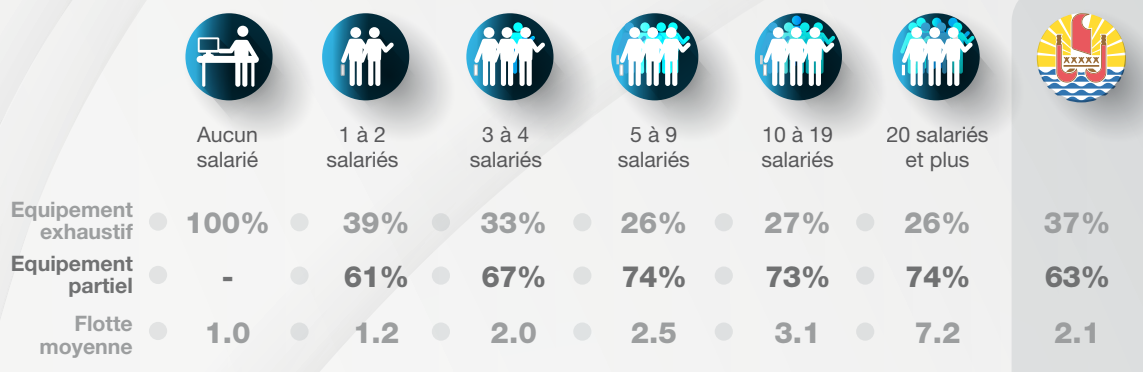


RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

2- MOBILE

3.12- FLOTTE MOBILE

Base : Entreprises polynésiennes équipées en mobile – 52%





- Un peu plus du tiers des entreprises polynésiennes a équipé l'ensemble de ses salariés en mobile (36%).

- Dans les plus petites entreprises, l'utilisation d'un mobile professionnel par tous les salariés est plus régulière. Au-delà de 5 personnes, cette utilisation est réservée à quelques salariés.

- Les secteurs les mieux équipés sont le commerce et l'hôtellerie, la finance / l'immobilier ainsi que les services aux entreprises et aux particuliers, avec plus de 40% d'entreprises proposant un téléphone professionnel à l'ensemble de ses salariés.

Le parc moyen a, quant à lui, nettement progressé en atteignant 2,1 mobiles par entreprise (contre 1,3 en 2009). Ce volume est identique au parc moyen de la région Lorraine (2,1).

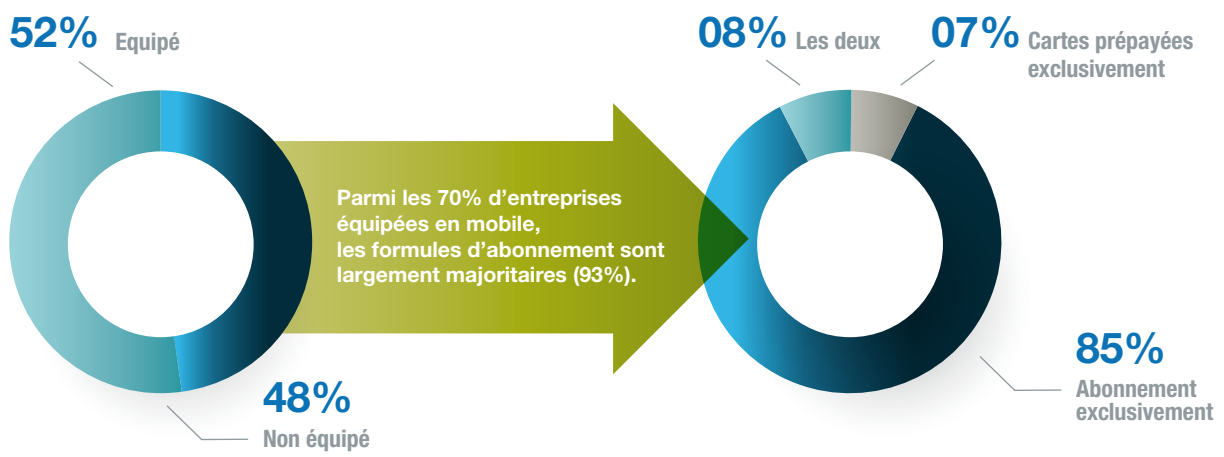
3.13- TYPE D'ABONNEMENT MOBILE ET « SENSIBILITÉ » À LA CONCURRENCE

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

Entreprises polynésiennes équipées en mobile – 52%

► Rappel : taux d'équipement mobile des entreprises polynésiennes

► Types de formules souscrites



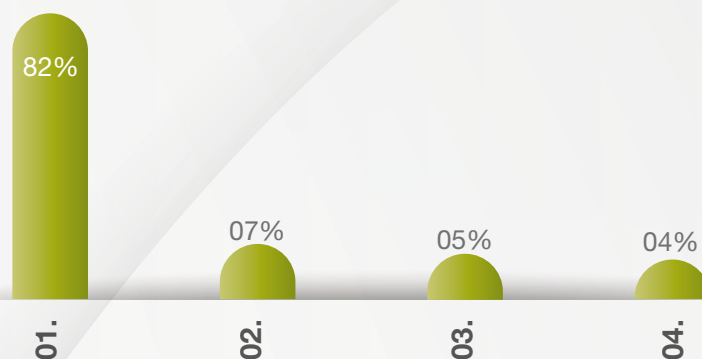
- Parmi les entreprises équipées en mobile, la plupart a souscrit des formules d'abonnement (93%).

- Les formules par cartes prépayées ne représentent que 15% des entreprises équipées dont la moitié a également souscrit des abonnements.

3.13- TYPE D'ABONNEMENT MOBILE ET « SENSIBILITÉ » À LA CONCURRENCE

Base : Entreprises polynésiennes équipées en mobile – 52%

► Impact de l'arrivée d'un nouvel opérateur mobile (1 seule réponse possible)



03

LEGENDE

- 01. Nous n'envisageons pas de changement de nos habitudes
- 02. Nous avons déjà changé d'opérateur
- 03. Nous sommes prêts à changer d'opérateur en fonction des services proposés
- 04. Nous ne sommes prêts à changer d'opérateurs que si les coûts sont inférieurs

- L'arrivée d'un nouvel opérateur ne représente pas un impact significatif pour les entreprises. En effet, 82% d'entre elles n'envisagent pas de changer leurs habitudes pour basculer vers d'autres offres.

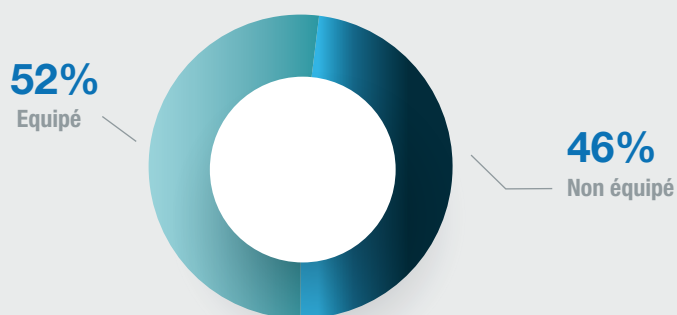




3.14- RAISONS DU NON ÉQUIPEMENT

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

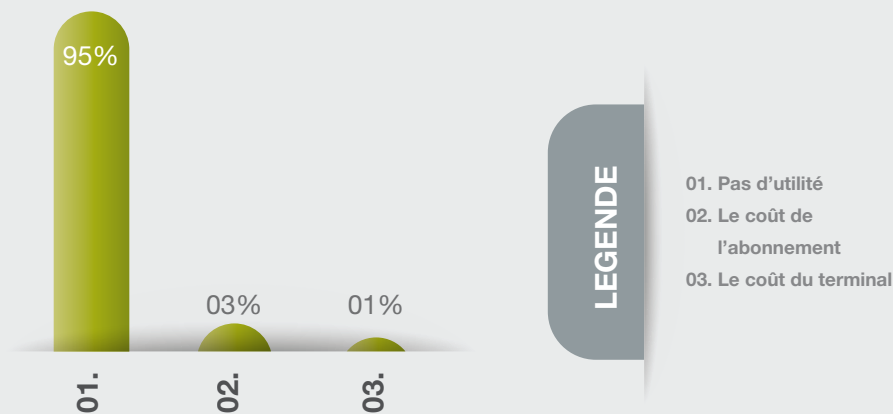
► Rappel : taux d'équipement mobile des entreprises polynésiennes



Pour la quasi majorité des entreprises non équipées, l'absence d'utilité justifie le non équipement en mobile.

Entreprises polynésiennes non équipées en mobile – 48%

► Frein principal à l'équipement mobile (1 seule réponse possible)



3.14- RAISONS DU NON ÉQUIPEMENT

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

- Les entreprises évoquent majoritairement l'absence d'utilité pour justifier de leur non équipement en mobile (95%). L'opérateur local dominant est plutôt resté centré sur les offres au grand public au détriment des services dédiés aux professionnels, justifiant cette absence d'utilité telle qu'elle peut apparaître dans les résultats de l'enquête.
- L'arrivée en 2013 d'un nouvel opérateur mobile devrait stimuler l'offre de services dédiée aux professionnels.
- La problématique des coûts n'est que très peu mentionnée.

03



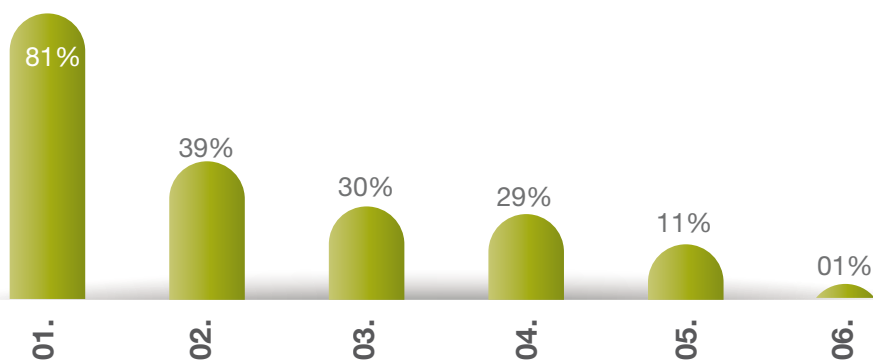
3.15- ATTENTES PRIORITAIRES

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► Attentes prioritaires en matière de service de téléphonie (2 réponses attendues)

LEGENDE

- 01. Des prix plus bas
- 02. Une qualité de service supérieur
- 03. Une meilleure couverture du territoire
- 04. Plus de concurrence (d'opérateurs)
- 05. Des offres avec accès Internet sur mobile
- 06. Aucune attente particulière



- Bien que la problématique des coûts ne soit pas apparue comme une barrière à l'équipement mobile, **les prix plus bas constituent la première attente des entreprises en matière de téléphonie mobile.**

- Une meilleure qualité de service, une meilleure couverture et une concurrence accrue constituent les principales autres attentes.

- La disponibilité d'offres avec accès Internet mobile est également évoquée par 10% des entreprises.

- **L'arrivée récente d'un second opérateur devrait stimuler la concurrence et par conséquent, agir en faveur des prix, développer l'offre de service et parfaire la couverture territoriale.**

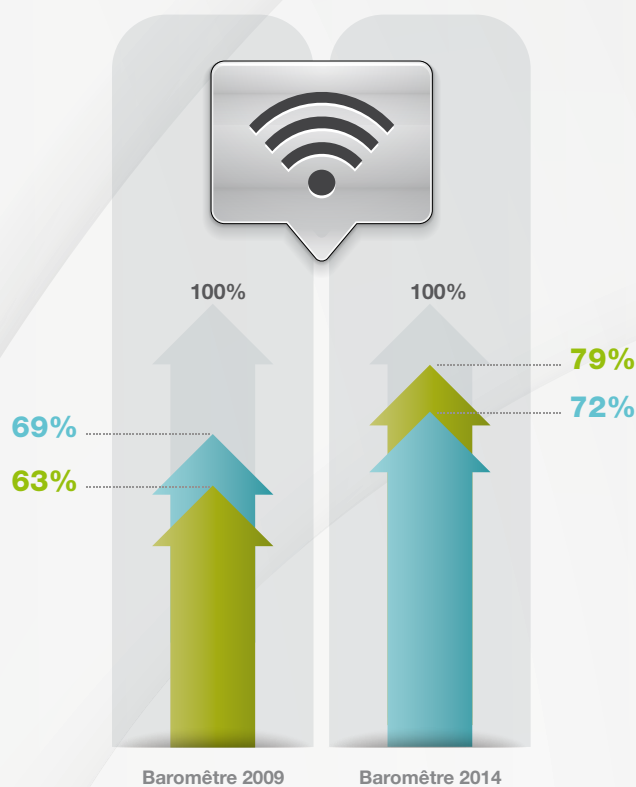


INTERNET

3.21- TAUX DE CONNEXION DES ENTREPRISES

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes et rhônalpines – 100%

► Taux de connexion à l'internet fixe - Polynésie française / Rhône Alpes 2009/2014

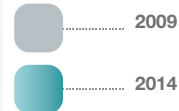


- **Le taux de connexion des entreprises polynésiennes atteint 72% en 2014.** Ce taux est en léger retrait par rapport aux régions Lorraine et Rhône-Alpes (79%).

- Alors que le taux de connexion s'est stabilisé entre 2009 et 2014 dans les entreprises polynésiennes (+3 pts), il s'est fortement accrue en Rhône-Alpes (+16 pts). **Ce résultat semble démontrer à l'image du taux d'informatisation, l'atteinte d'un plafond pour les entreprises polynésiennes.**

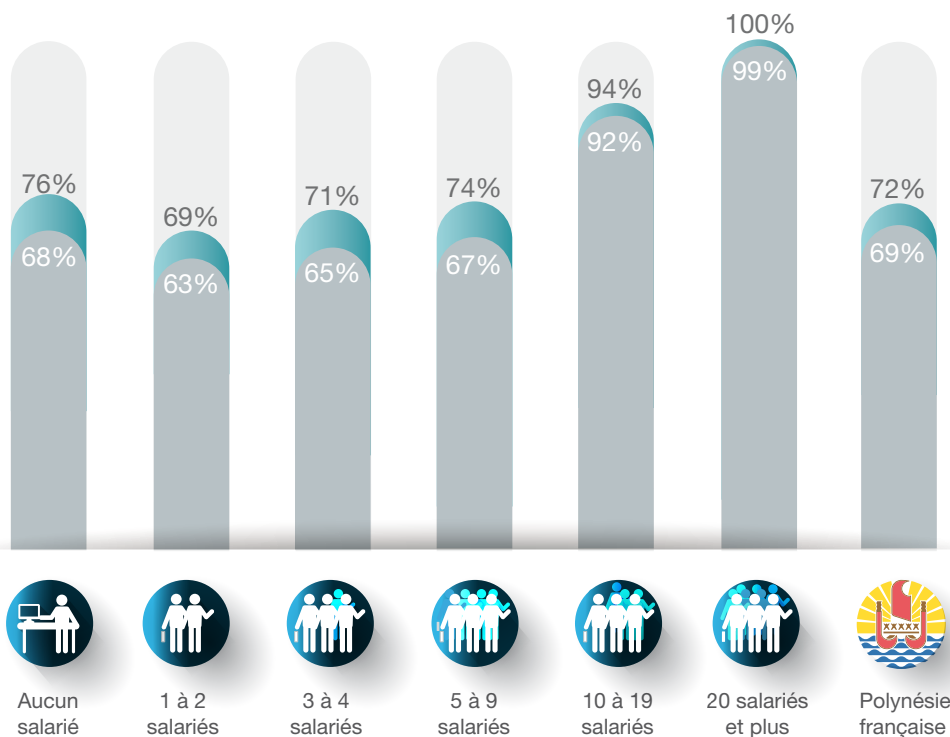


LEGENDE



Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises connectées par effectif salarié 2009/2014



- Les disparités entre tailles d'entreprises restent similaires à la dernière enquête en 2009, avec des taux élevés pour les entreprises de plus de 10 personnes.

- Les entreprises de moins de 10 personnes restent sous la barre des 75%, excepté pour les entreprises sans salariés qui dépassent ce plafond, notamment en raison de la porosité des connexions personnelles et professionnelles.

COMPARAISON – TAUX DE CONNEXIONS DES PME

- En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **79%**
- En Rhône Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **79%**



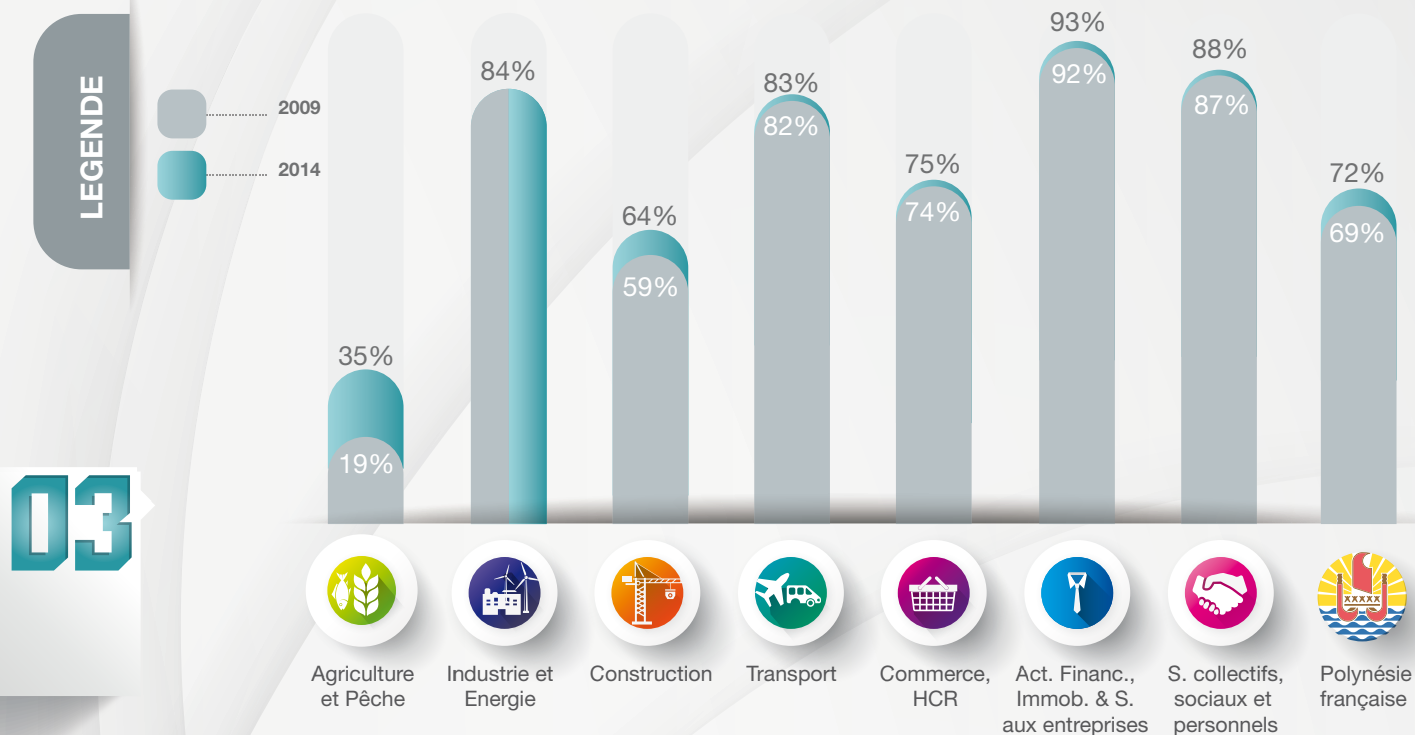
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

3- INTERNET

3.21- TAUX DE CONNEXION DES ENTREPRISES

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes et rhônalpines- 100%

► % d'entreprises connectées par secteur 2009/2014



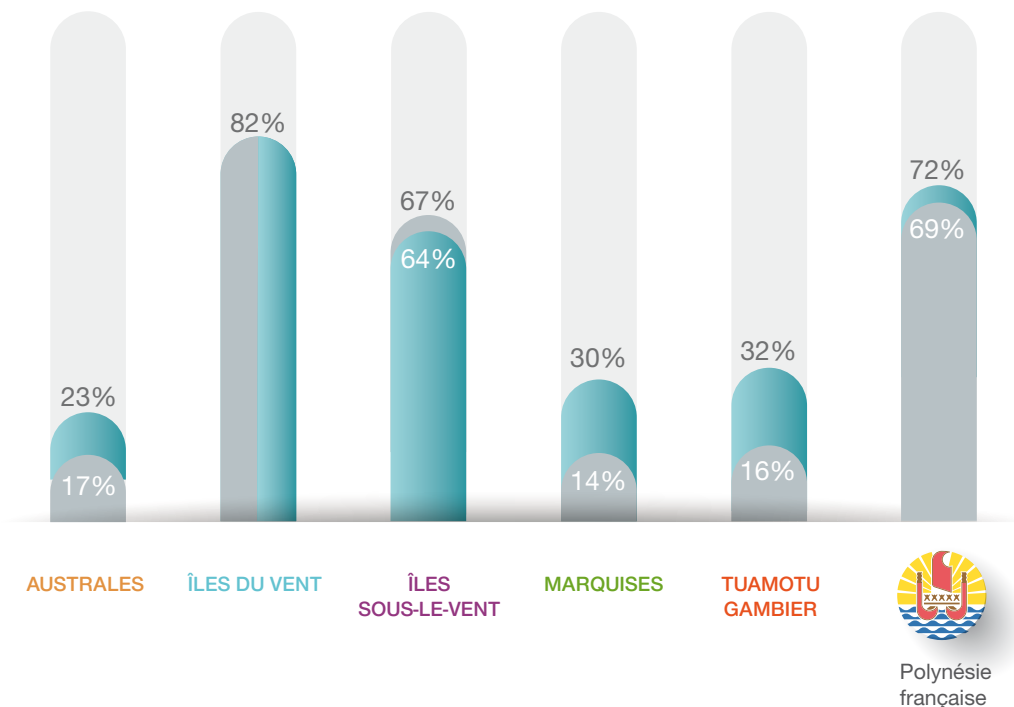
- Parmi les secteurs d'activités, les activités Financières / Immobilières et les Services collectifs bénéficient en particulier d'un taux de connexion bien supérieur à la moyenne polynésienne (93% contre 72% en Polynésie française).

- L'agriculture et la construction restent en retrait, avec respectivement 35% et 64% d'entreprises connectées.



Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► % d'entreprises connectées par archipel 2009/2014



- Les disparités géographiques sont également présentes pour les connexions à Internet. Les archipels des Îles du Vent et Sous-le-Vent bénéficient des plus forts taux de connexion (supérieurs à 67%). La meilleure couverture des réseaux est le facteur explicatif de ce différentiel.
- Environ 1/3 des entreprises des îles Australes, Marquises et Tuamotu-Gambier sont connectées à Internet, soit un résultat bien inférieur à la moyenne polynésienne.
- Près de 70% des entreprises connectées disposent d'une connexion depuis plus de 5 ans et 30% depuis plus de 10 ans, confirmant **un engagement de longue date**.

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

3- INTERNET

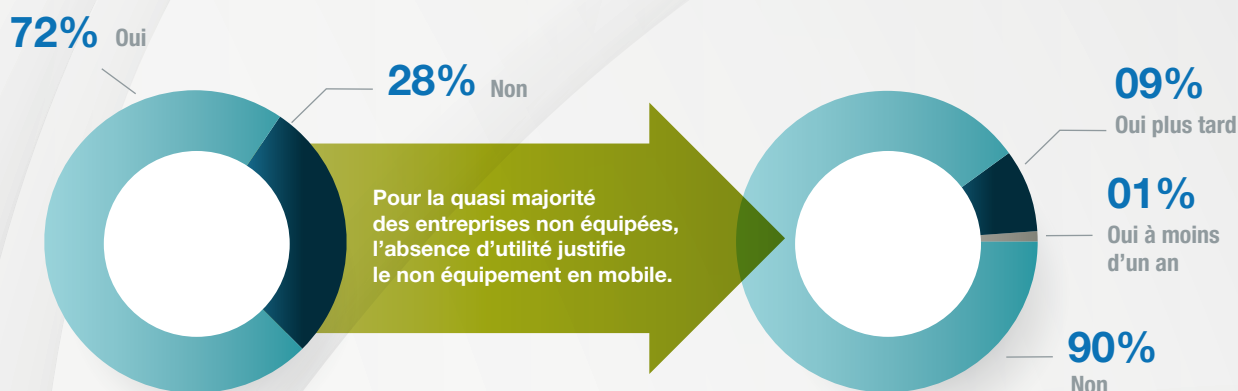
3.22- PROJET ET RAISON DU NON ÉQUIPEMENT

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► **Rappel : taux de connexion à Internet des entreprises polynésiennes**

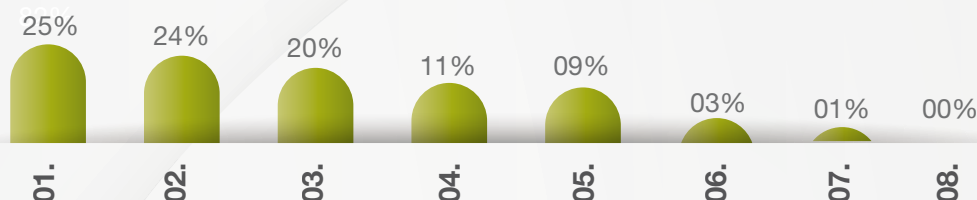
► **Projet de connexion des entreprises polynésiennes à 1 an**



03

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► **Raison principale de la non connexion à Internet (1 seule réponse possible)**



- 01. Pas d'ordinateur
- 02. Pas d'intérêt pour l'activité de l'entreprise
- 03. Trop complexe
- 04. Pas de desserte suffisante
- 05. Trop cher
- 06. Autre
- 07. Distraction pour les salariés
- 08. Accès en dehors de l'entreprise

- **Les projets d'abonnement pour les entreprises non connectées restent peu nombreux.**

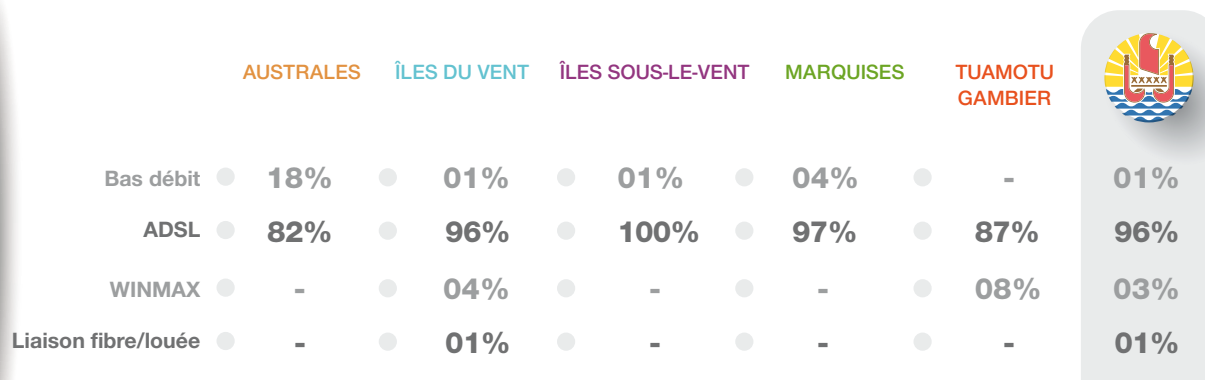
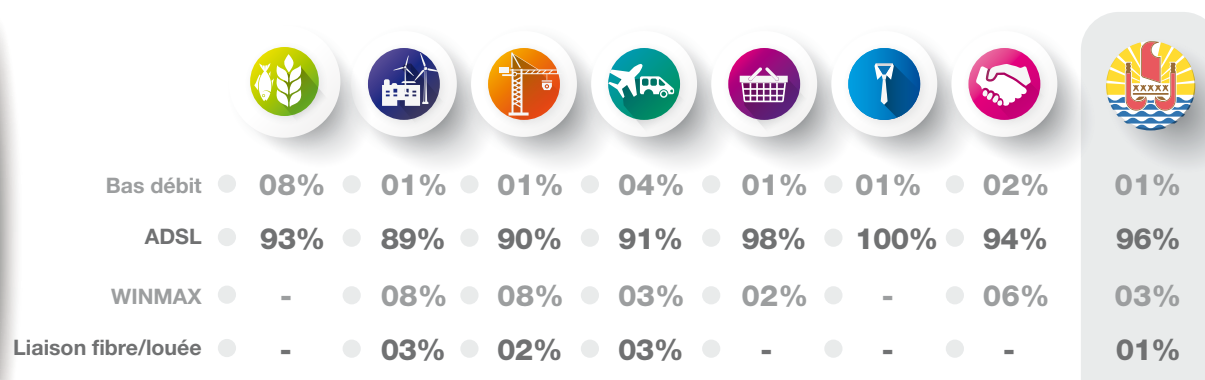
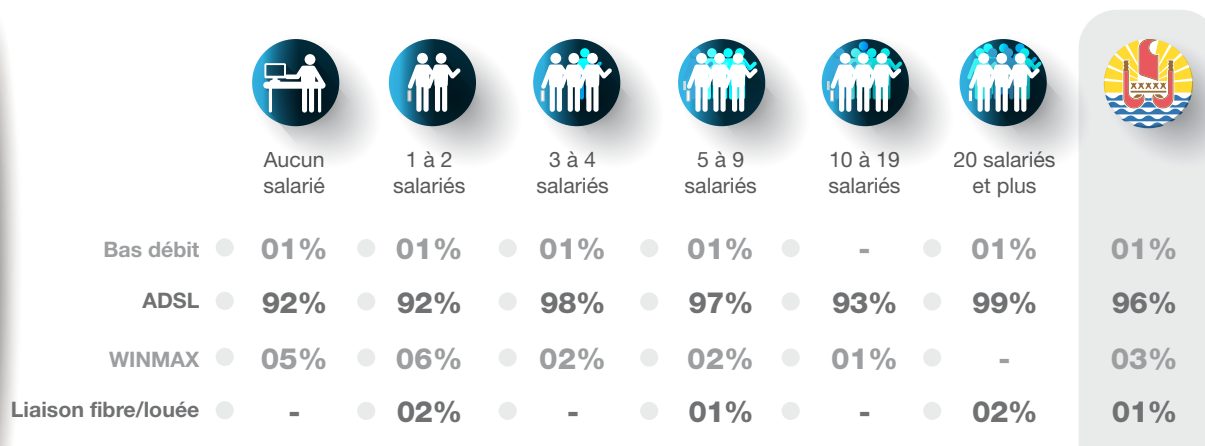
Seules 10% ont un projet de connexion à Internet. Ce résultat peut s'expliquer par une difficulté de la part des entreprises à comprendre les offres qui leur sont dédiées. Ce résultat traduit une carence nécessitant une action ciblée de la part des Pouvoirs publics.

- Parmi les raisons de non connexion invoquées, l'absence d'ordinateur et d'intérêt sont citées par environ 25% des entreprises. L'insuffisance de desserte et le coût trop élevé sont mentionnés par environ 1 entreprise sur 10.

- **Comme évoqué précédemment, ces résultats attestent de l'atteinte d'un plafond en matière de taux de connexion.**

3.23- TECHNOLOGIES D'ACCÈS À INTERNET

Base : Entreprises connectées – 72%



3.23- TECHNOLOGIES D'ACCÈS À INTERNET

- Comme en 2009, **l'ADSL reste la technologie largement dominante** (96% contre 98% en 2009).

L'accès Internet bas débit garde des proportions relativement faibles (1% contre 2% en 2009).

Par rapport à 2009, une partie des entreprises précédemment en ADSL et en accès bas débit a migré vers des abonnements WIMAX ou Fibre.

- **L'équipement en fibre reste néanmoins limité aux îles du Vent, faute à une carence en offre dans les autres archipels. Ce niveau d'abonnement est en retrait par rapport aux entreprises lorraines et rhônalpines (6%)**

- Les abonnements WIMAX se concentrent dans les archipels des Iles du Vent et des Tuamotu-Gambier.

- Concernant la répartition sectorielle, l'agriculture conserve une proportion de bas débit au dessus de la moyenne en raison de la localisation de ces entreprises sur des archipels moins bien lotis en connexion ADSL.

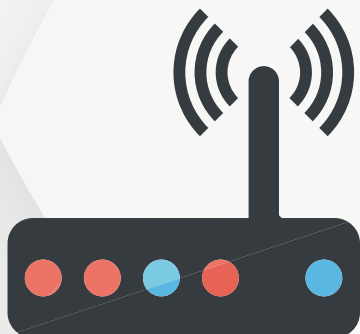
03



COMPARAISON – TAUX DE CONNEXION FIBRE DES PME

En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **06 %**

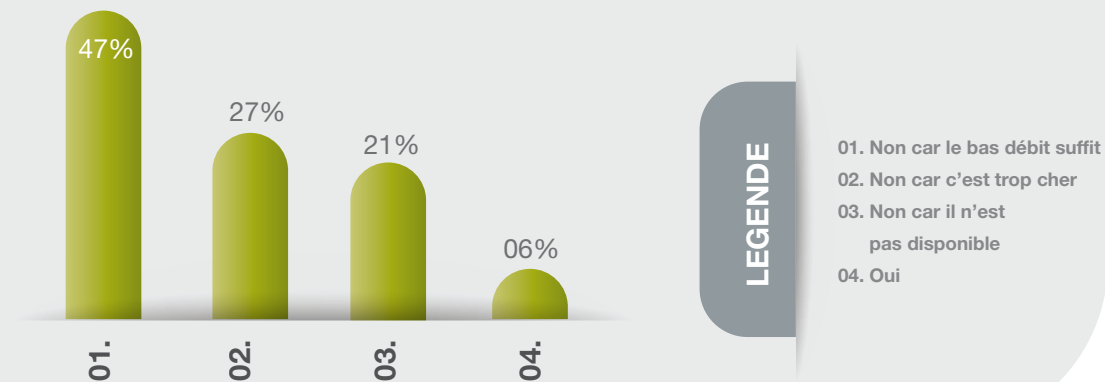
En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **06 %**



3.24- DÉBITS D'ACCÈS ACTUELS ET ÉVOLUTION

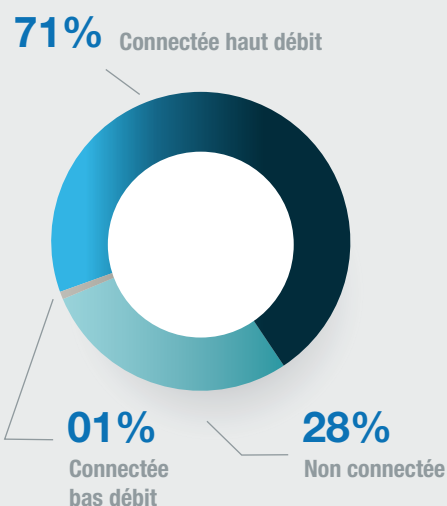
Base : Entreprises connectées en bas débit – 7%

► Intention de migration vers le HD à moins d'un an



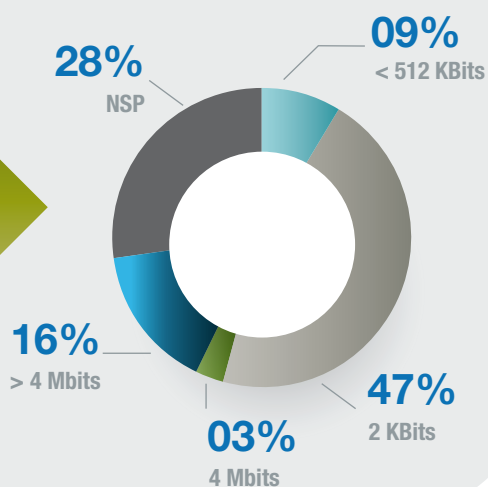
Ensemble des entreprises polynésiennes - 100%

► Rappel : niveau de connexion à Internet des entreprises polynésiennes



Entreprises connectées en haut débit – 65%

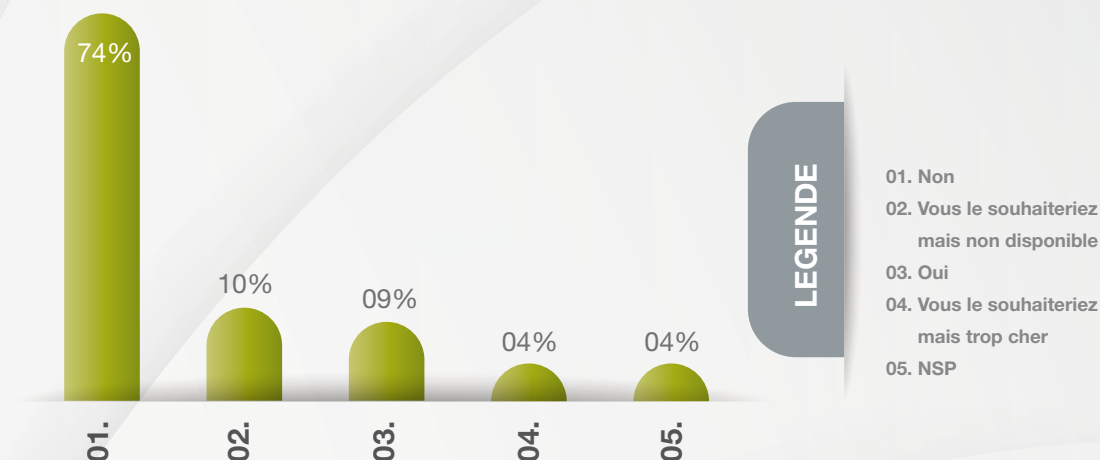
► Répartition des débits chez les entreprises connectées en HD



3.24- DÉBITS D'ACCÈS ACTUELS ET ÉVOLUTION

Base : Entreprises connectées en haut débit – 65%

► Projet de croissance du débit pour les liaisons HD à moins d'un an



03

- Parmi les entreprises connectées en bas débit, seule une faible proportion (6%) souhaite migrer vers une connexion haut débit. Près de la moitié des entreprises connectées en bas débit considère ainsi cette connexion comme suffisante. Le tarif trop élevé n'est évoqué que par ¼ des entreprises abonnées en bas débit.

- Les entreprises raisonnent souvent plus en services et qualité de service qu'en débit ce qui explique pour partie le fait qu'environ ¼ des connectées HD ne connaissent pas leur débit actuel.

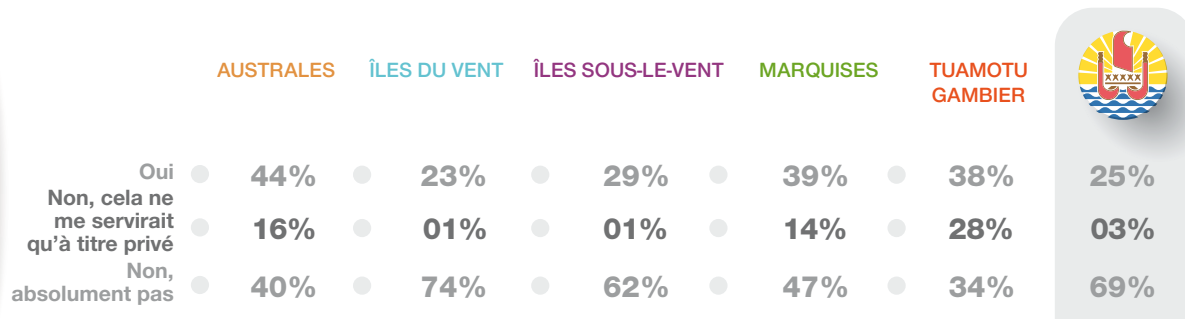
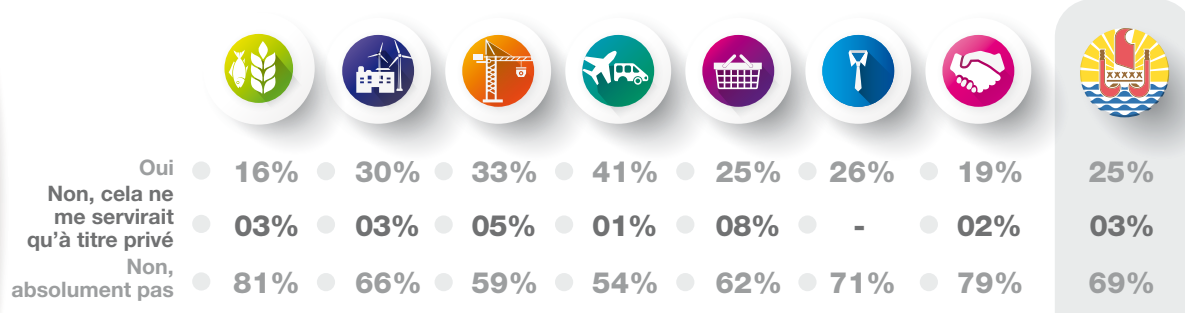
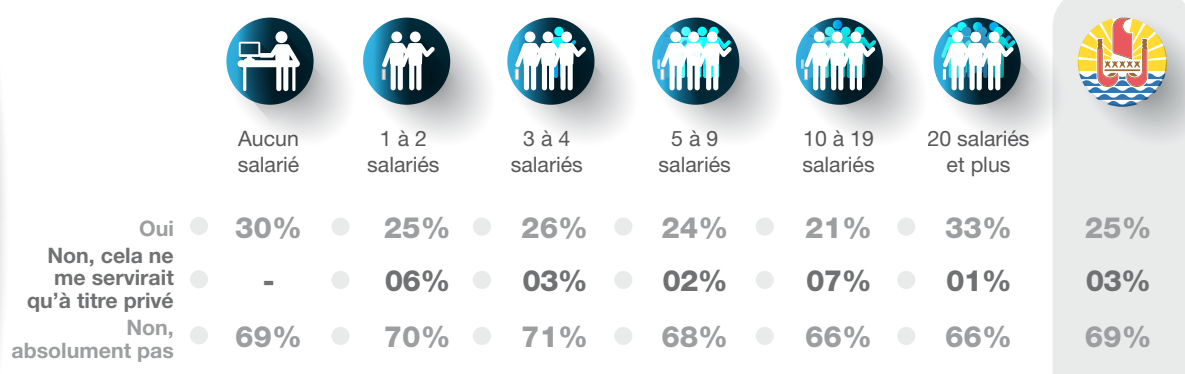
- Les entreprises connectées en haut débit bénéficient majoritairement d'une liaison à 2 Mbps.

- Seul ¼ des entreprises connectées en haut débit, souhaitent augmenter le débit de sa liaison.



3.25- APPÉTENCE POUR L'INTERNET SANS FIL DANS LES LIEUX PUBLICS

Base : Entreprises connectées en haut débit – 65%



RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

3- INTERNET

3.25- APPÉTENCE POUR L'INTERNET SANS FIL DANS LES LIEUX PUBLICS

Base : Entreprises connectées en haut débit – 65%



Mode de paiement privilégié :
63% Facturation par l'opérateur
31% prépayé

- Interrogées sur leur appétence pour l'Internet sans fil dans les lieux publics, seulement 1/4 des entreprises estiment ce type de service utile pour son activité.
- Les secteurs confrontés à la mobilité tels que le transport et la construction font preuve d'un intérêt plus marqué pour l'Internet sans fil dans les lieux publics.
- Les entreprises des trois archipels les plus isolés – Australes, Marquises, Tuamotu-Gambier – utilisent plus régulièrement l'Internet dans les lieux publics. La carence en couverture semble être la cause principale.

03

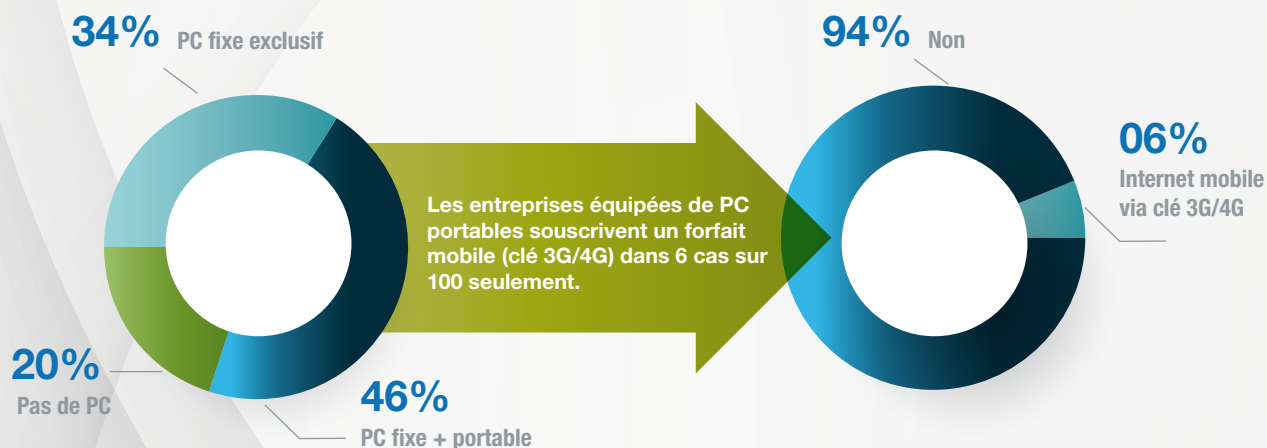
3.26- FORFAIT INTERNET MOBILE VIA CLÉ 3G/4G

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

Base : Entreprises polynésiennes équipées en PC portable – 49%

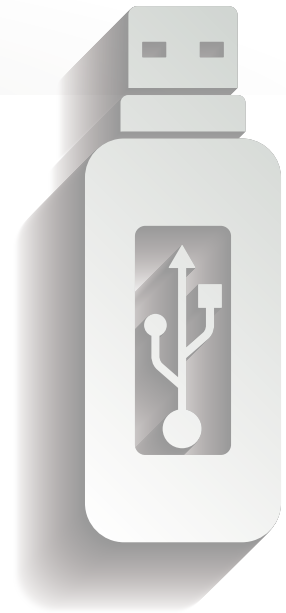
► Niveau d'équipement en PC portable

► Niveau de diffusion de l'Internet mobile



- Parmi les entreprises équipées en PC portable (66%), seulement 6 % disposent de clés 3G/4G pour accéder à l'Internet mobile. Ce chiffre est en retrait par rapport à la région Rhône-Alpes (18%).

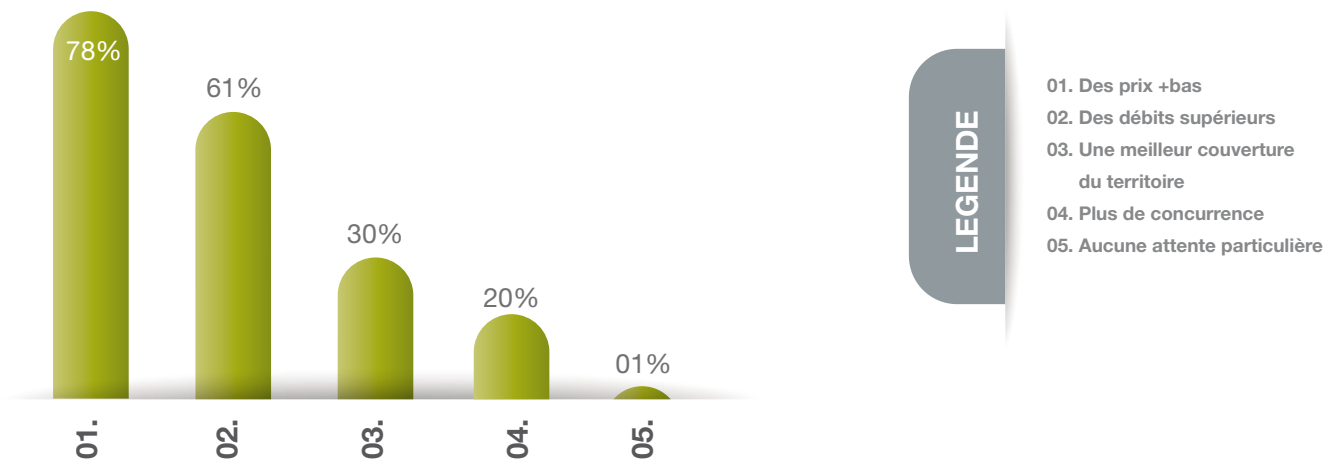
- Comme en 2009, ce type d'abonnement n'est pas plébiscité par les entreprises polynésiennes. Le manque de concurrence, et par conséquent, le coût onéreux, la qualité de service et la couverture à parfaire, expliquent cette position de repli des entreprises vis-à-vis des forfaits Internet mobile.



3.27- ATTENTES PRIORITAIRES

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► Attentes prioritaires en matière d'accès à Internet (2 réponses attendues)



- La baisse des prix (78%) et la hausse des débits (61%) sont les attentes les plus fortes des entreprises polynésiennes.

- Une meilleure couverture du territoire par environ 1/3 des entreprises.

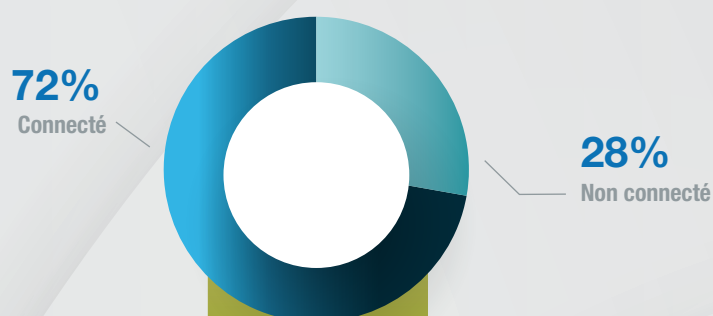
- L'arrivée du nouvel opérateur en 2013 devrait permettre de stimuler les offres de services et diminuer les coûts d'accès.

USAGES D'INTERNET

3.31- NATURE ET HÉBERGEMENT DU SERVICE DE MESSAGERIE

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► Rappel : taux de connexion à Internet des entreprises polynésiennes



03

Types de messageries mis en place par les entreprises connectées.

Répartition des pays concernés :

- 01. France
- 02. Etats-Unis
- 03. Polynésie française

Prestataires :

- 01. AMEN
- 2ex. CODERO
- 2ex. MSN Outlook

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

NATURE DU SERVICE DE MESSAGERIE	Aucun salarié	1 à 2 salariés	3 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 salariés et plus	
Service gratuit	69%	72%	55%	50%	70%	40%	58%
Assuré par FAI via l'abonnement	29%	25%	36%	44%	16%	57%	36%
Géré par un serveur en propre hébergé dans les locaux de l'entreprise	02%	03%	07%	06%	14%	02%	05%
Géré par un serveur en propre hébergé en dehors des locaux de l'entreprise	-	-	02%	-	-	01%	01%

48% des entreprises utilisent **Skype pour téléphoner gratuitement**.
Le secteur du transport atteint 63 %.

- La majorité des entreprises polynésiennes (58%) connectées utilise un service de messagerie gratuit.

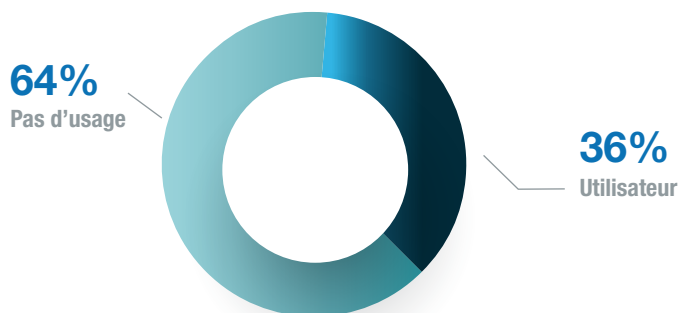
- Les services de messageries proposés par les FAI via l'abonnement à Internet sont également plébiscités par 1 entreprise sur 3. Ces services sont plus simples à mettre en œuvre que ceux hébergés sur des serveurs en propre (adopté par 6% des entreprises).

- Par ailleurs, près d'1 entreprise sur 2 utilise Skype pour effectuer des appels gratuitement. Ceci montre que lorsque un logiciel est simple d'usage et accessible aisément, les entreprises font preuve d'un intérêt évident.

3.32- NIVEAU D'USAGE DES SERVICES DE TÉLÉPROCÉDURE

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► Taux d'usage des téléprocédures



- Les services de téléprocédures comprennent à la fois les déclarations sociales et fiscales ainsi que l'ensemble des autres actifs administratifs accessibles sur Internet.

- 36% des entreprises polynésiennes connectées déclarent utiliser des services en ligne de téléprocédures. Ce résultat est en retrait par rapport aux entreprises lorraines (58%) et rhônalpines (51%).

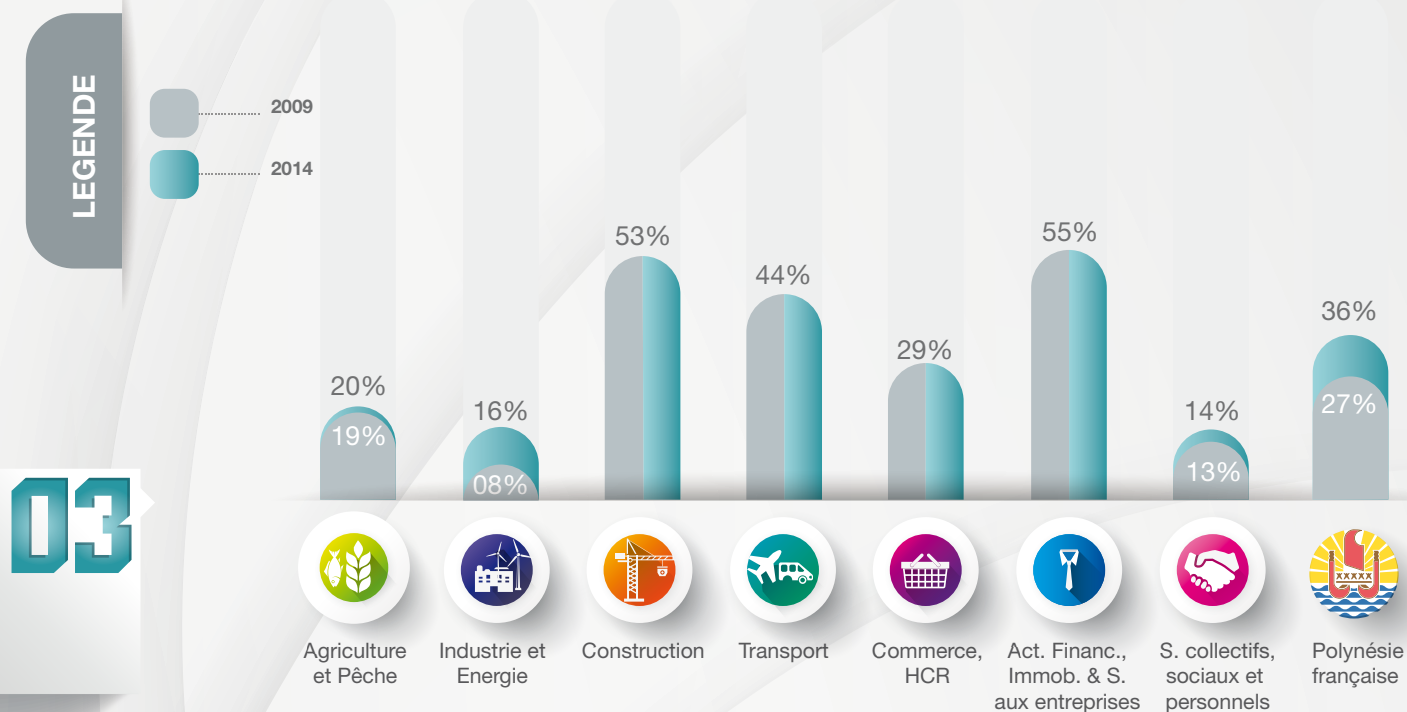
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

4- USAGES INTERNET

3.32- NIVEAU D'USAGE DES SERVICES DE TÉLÉPROCÉDURE

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► % d'entreprises utilisant des services de téléprocédure par secteur



- Toutefois, le recours aux téléprocédures apparaît croissant entre 2009 et 2014 (+9 pts), traduisant un usage grandissant des entreprises polynésiennes pour ce type de services.

COMPARAISON – NIVEAU D'UTILISATION DES TÉLÉPROCÉDURES

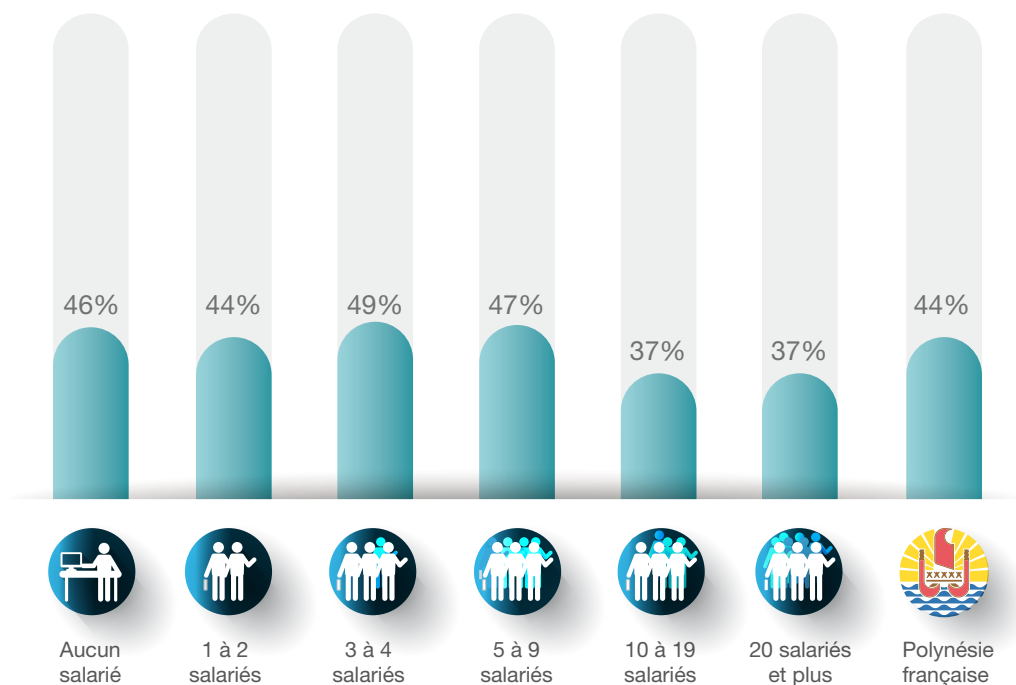
En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **58%**

En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **51%**

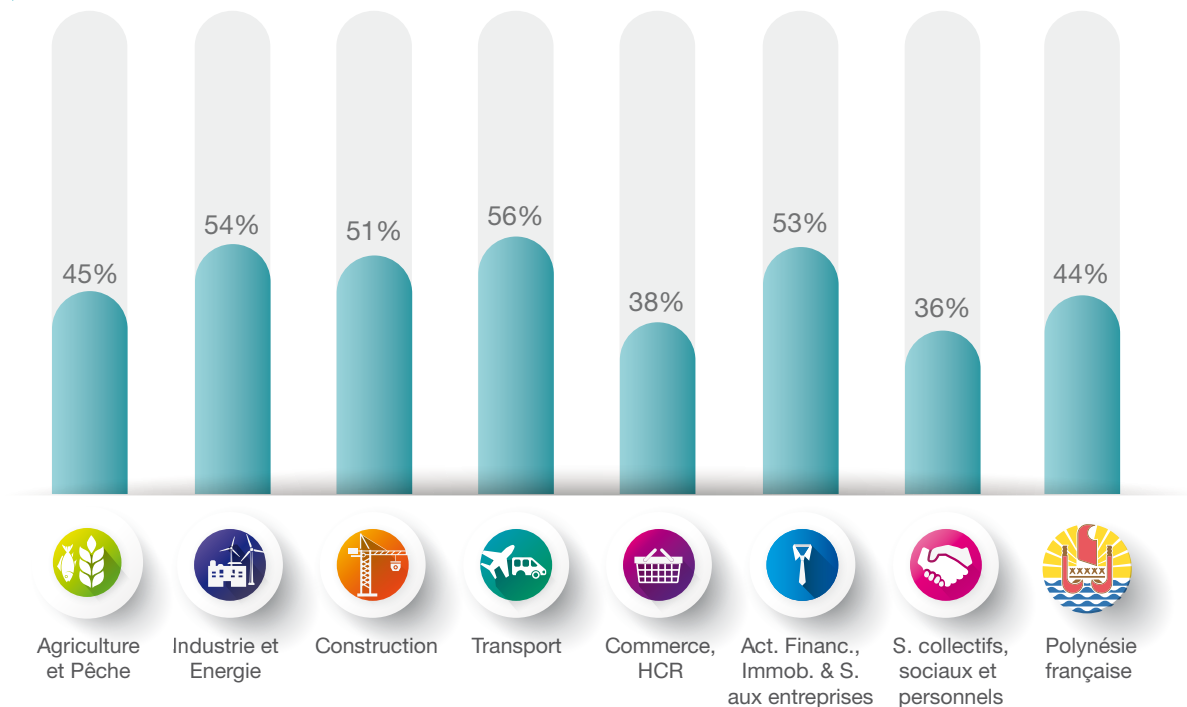
3.33- NIVEAU D'USAGE DE L'ACHAT EN LIGNE 1/2

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► % d'entreprises réalisant des achats en ligne par effectif salarié 2014



► % d'entreprises réalisant des achats en ligne par secteur 2014



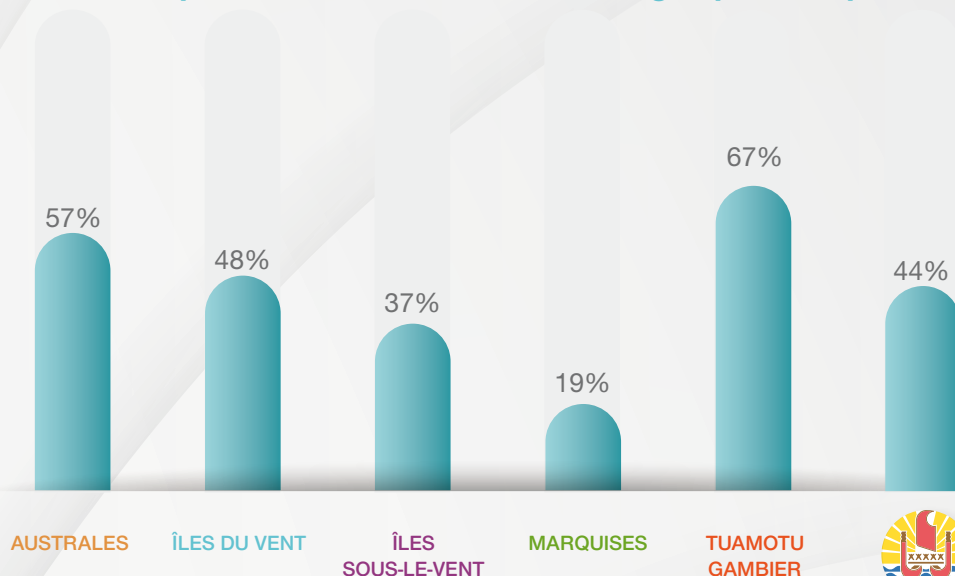
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

4- USAGES INTERNET

3.33- NIVEAU D'USAGE DE L'ACHAT EN LIGNE 1/2

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► % d'entreprises réalisant des achats en ligne par archipel 2014



03

- **Plus de 40% des entreprises polynésiennes connectées effectuent des achats en ligne.** Ce niveau reste stable par rapport à la précédente enquête réalisée en 2009 (43%). Il est en retrait par rapport aux résultats observés en Lorraine (58%) et Rhône-Alpes (66%).

- **Les entreprises de plus de 10 salariés sont moins utilisatrices d'achats en ligne car elles sont souvent habituées au relationnel client-fournisseur traditionnel. Dans les petites entreprises, Internet élargit l'accès aux circuits d'approvisionnement.**

- La répartition par secteur des niveaux d'usages est homogène, à l'exception du commerce et des services collectifs, plus en retrait.

- **Les achats en ligne sont une pratique plus répandue dans les archipels de Tuamotu-Gambier et des Australes probablement en raison d'un isolement géographique plus important. A ce titre, l'aménagement des franchises postales pour encourager davantage cette pratique dans les lieux les plus éloignés pourront être envisagé.**



COMPARAISON – NIVEAU D'USAGE DE L'ACHAT EN LIGNE

En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **58%**

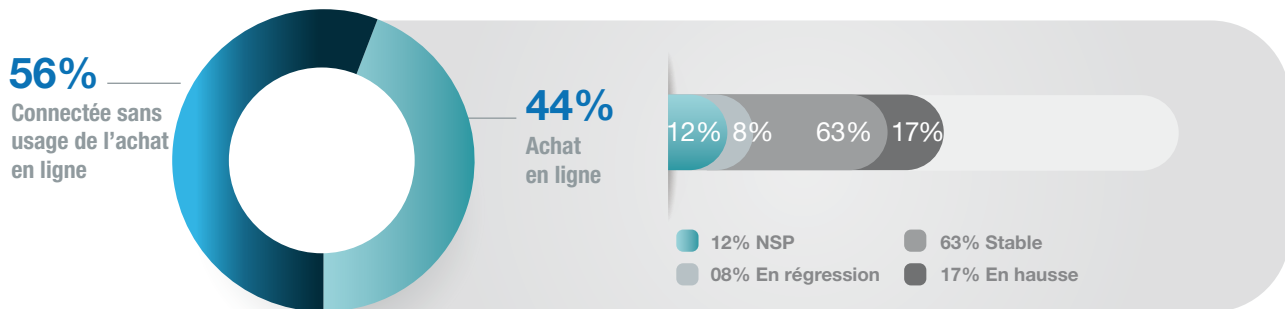
En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **66%**



3.33- NIVEAU D'USAGE DE L'ACHAT EN LIGNE 2/2

Base : Entreprises polynésiennes connectées – 72%

► Évolution au cours de l'année des achats en ligne

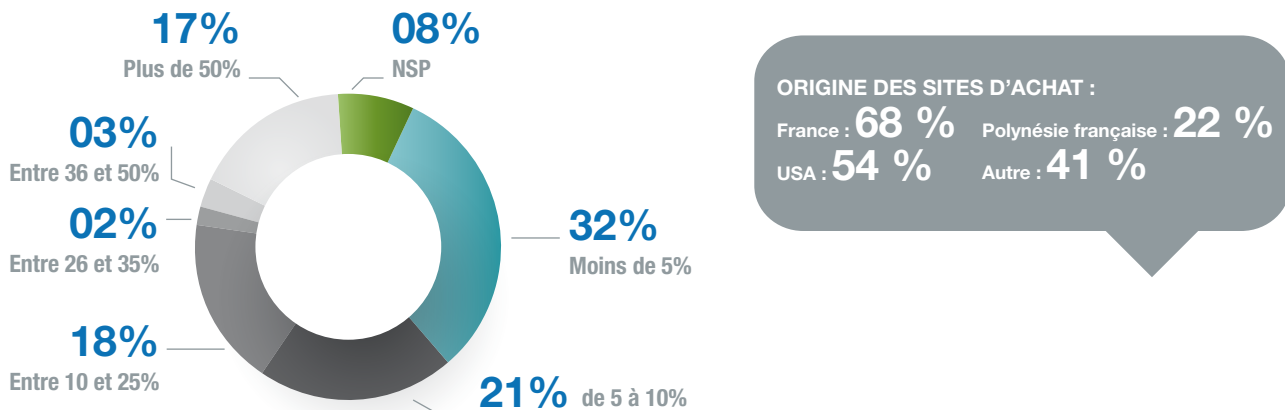


- La tendance en terme d'utilisation des achats en ligne est restée stable sur l'année pour 63% des entreprises connectées.

Moins de 20% des entreprises effectuant des achats en ligne estiment que cette pratique s'est accrue.

Base : Entreprises connectées faisant des achats en ligne – 44%

► Part des commandes réalisées sur Internet



- **17% des entreprises utilisatrices d'achat en ligne effectuent plus de la moitié de leurs commandes sur Internet.** Ce résultat démontre une démocratisation de cet usage en comparaison à 2009, où seules 5% des entreprises locales avaient commandé en ligne à ce niveau d'intensité.

- **L'usage des achats en ligne apparaît donc croissant par rapport à 2009.**

- **Les échanges sont principalement effectués avec la France et les Etats-Unis. La Polynésie française représente 22% des transactions, soit une progression de 5 points par rapport à 2009.**

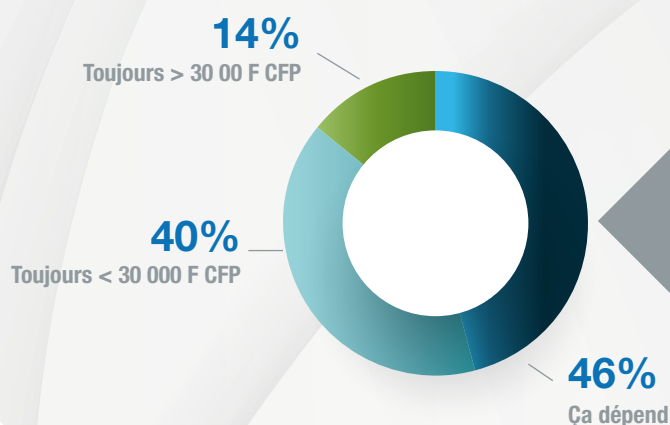
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

4- USAGES INTERNET

3.34- IMPACT DES DROITS DE DOUANE SUR L'ACHAT EN LIGNE

Base : Entreprises connectées faisant des achats en ligne – 44%

► Positionnement des achats par rapport au seuil de 30 000 F CFP (frais de port inclus)



«DANS LE CAS OÙ VOS ACHATS SONT SUPÉRIEURS À 30 000 F CFP (FRAIS DE PORT INCLUS), VOUS CONTINUEZ À ACHETER SUR INTERNET CAR»

01. Les produits achetés sur Internet ne sont pas disponibles en local : **73 %**

02. Même avec les droits de douane, les produits importés restent moins chers : **56 %**

03. La gamme de produit est plus large qu'en local : **26 %**

03

- En Polynésie française, des droits de douane (franchise postale) peuvent être appliqués pour tout achat de produit importé, excepté en dessous d'un certain montant. Ce montant de 30 000 F CFP (frais de port inclus) lors de l'enquête a depuis été abaissé à 20 000 F CFP.

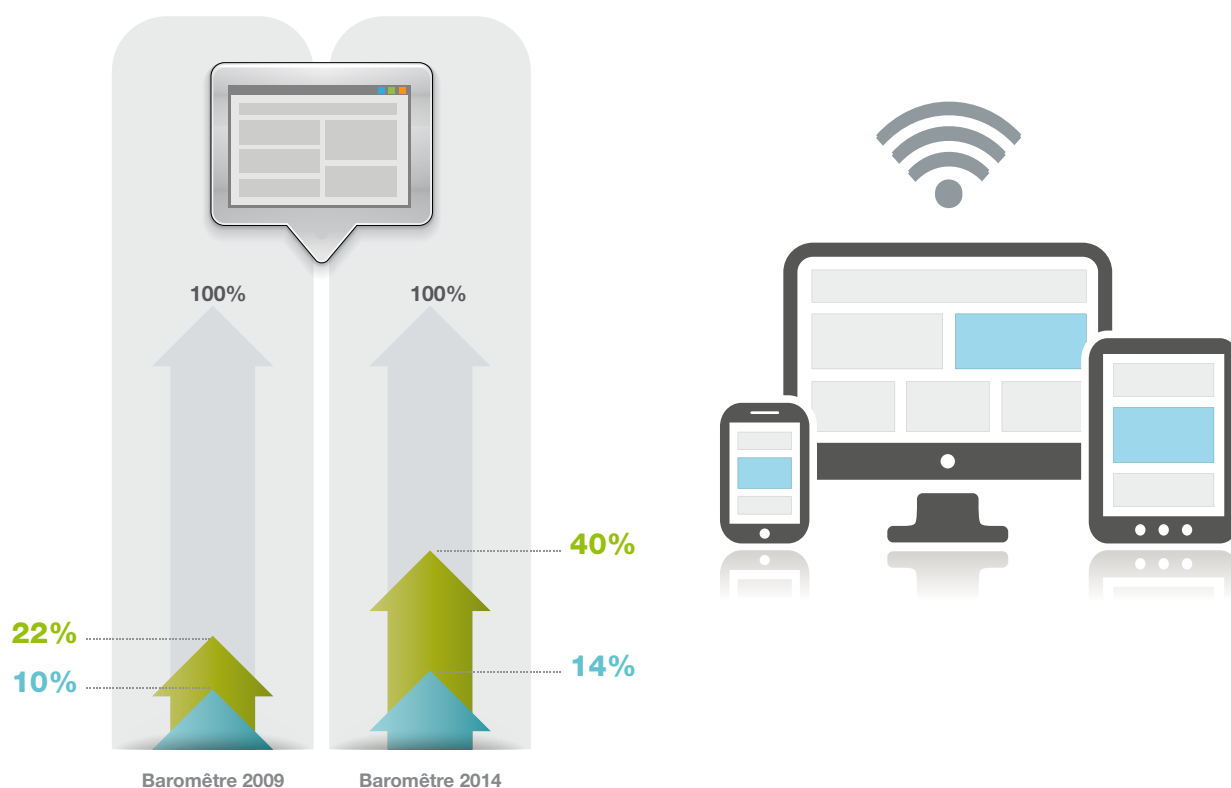
- En 2014, 40% des entreprises effectuant des achats en ligne les plafonnent à 30 000 F CFP. Elles étaient 53% en 2009. On constate que l'effet seuil des 30 000 F CFP est moins prégnant. Les achats dépassant ce seuil sont en grande partie conditionnés à l'indisponibilité de certains produits en local, nécessitant d'acheter en dehors de Polynésie française.



3.35- TAUX D'ÉQUIPEMENT SITE WEB 1/2

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

► Taux d'équipement en site web Polynésie française / Rhône Alpes 2009/2014



- 14% des entreprises polynésiennes sont équipées d'un site web. Ce niveau d'équipement est significativement inférieur à ceux observés en Régions Lorraine (32%) et Rhône-Alpes (40%).

Alors que le niveau d'équipement s'est accru de 4 points entre 2009 et 2014 en Polynésie française, la progression a été beaucoup plus forte en Rhône-Alpes (+18 pts).

Ce résultat est d'autant plus dommageable dans un contexte ilien où les sites web peuvent être un moyen de faciliter les échanges.

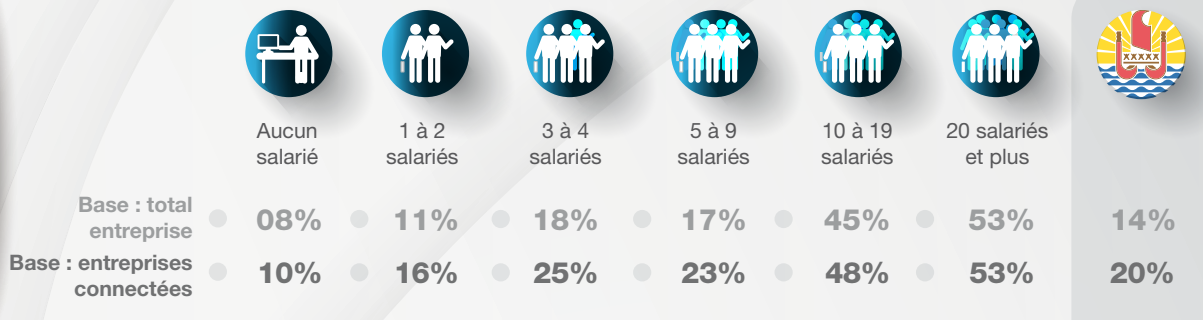
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

4- USAGES INTERNET

3.35- TAUX D'ÉQUIPEMENT SITE WEB 1/2

Base : Entreprises connectées faisant des achats en ligne – 44%

► Équipement en site web



- Le taux d'équipement est proportionnel à la taille des entreprises. Ainsi la moitié des structures de plus de 10 salariés est équipée.

03



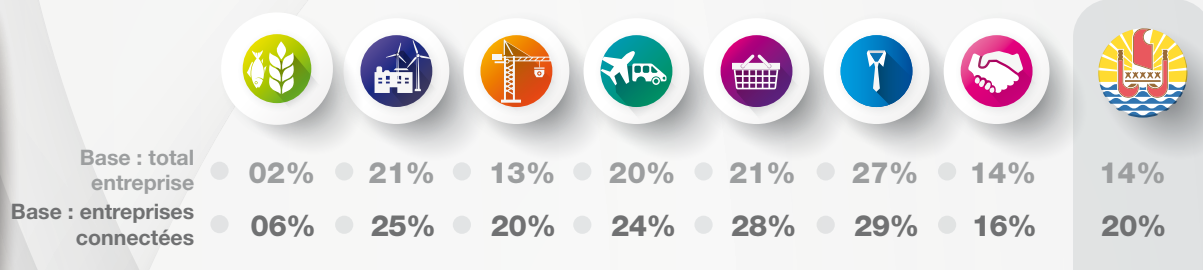
COMPARAISON – TAUX D'ÉQUIPEMENT EN SITE WEB DES ENTREPRISES

En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **32%**

En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **40%**

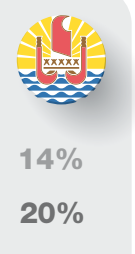
3.35- TAUX D'ÉQUIPEMENT SITE WEB 2/2

► Équipement en site web



- Le taux d'équipement est proportionnel à la taille des entreprises. Ainsi la moitié des structures de plus de 10 salariés est équipée.

- L'agriculture et la pêche restent encore une fois, très en retrait par rapport aux autres secteurs.



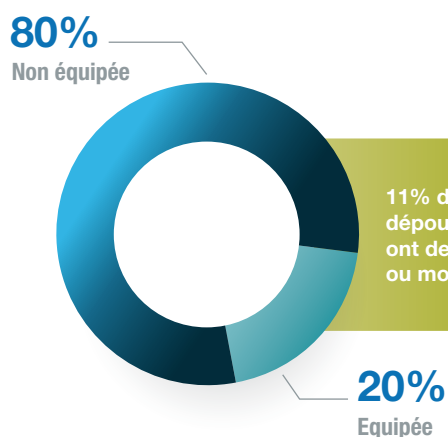
	AUSTRALES	ÎLES DU VENT	ÎLES SOUS-LE-VENT	MARQUISES	TUAMOTU GAMBIER	
Base : total entreprise	<01%	19%	14%	06%	04%	14%
Base : entreprises connectées	02%	23%	21%	20%	13%	20%

- Les disparités entre les différents archipels s'expliquent notamment par les faibles taux d'informatisation observés dans certaines îles.

3.36- PROJETS ET RAISONS DE NON ÉQUIPEMENT EN SITE WEB

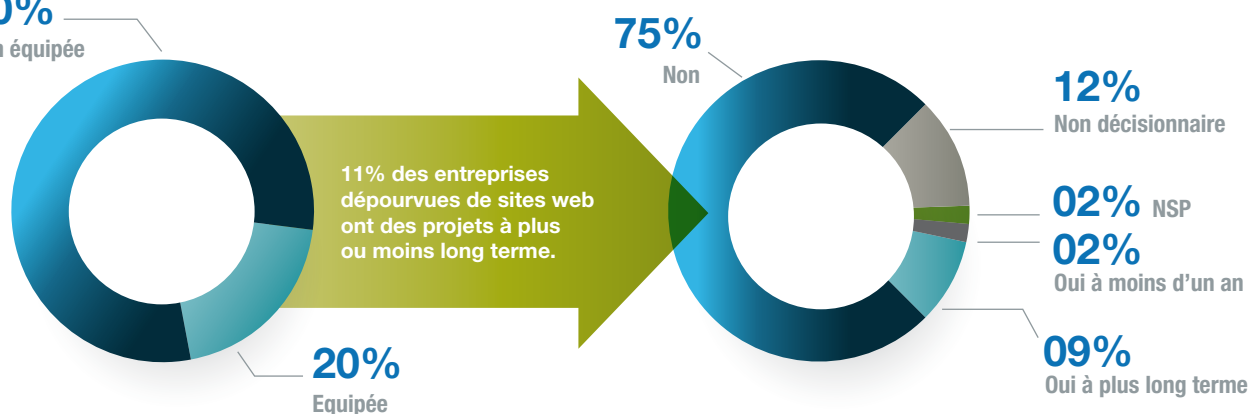
Base : Ensemble des entreprises connectées – 72%

► Rappel : niveau de diffusion des sites web en entreprise



Base : Entreprises non équipées en site web – 79%

► Projet de développement de site web chez les entreprises non équipées



- Parmi les entreprises non équipées en site web, les projets d'équipement restent faibles. Seule 1 entreprise non pourvue sur 10 envisage de s'équiper à plus ou moins long terme.

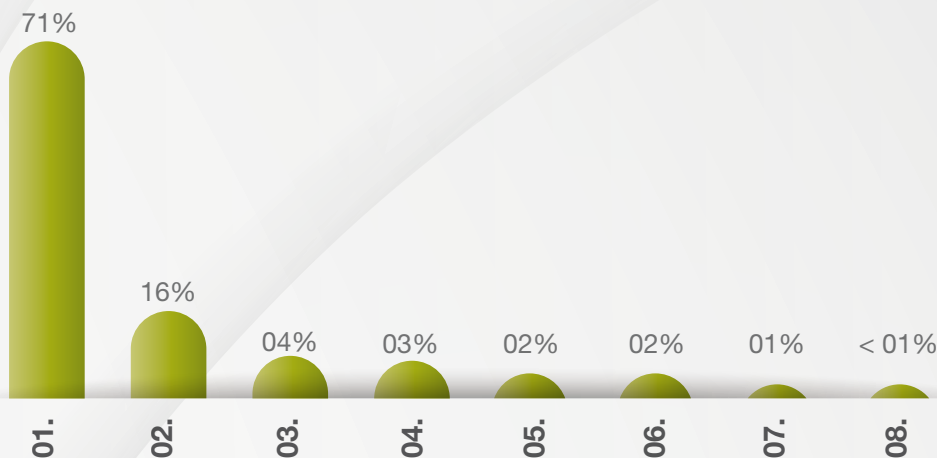
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

4- USAGES INTERNET

3.36- PROJETS ET RAISONS DE NON ÉQUIPEMENT EN SITE WEB

► Raison principale à l'absence de site web (1 seule réponse possible)

- 01. Pas d'intérêt
- 02. Manque de temps
- 03. Coût trop élevé
- 04. Pas le droit de faire de la pub
- 05. NSP
- 06. Autre
- 07. Recherche quelqu'un
- 08. Maison mère / groupe déjà équipé



- 70% des entreprises non équipées justifient leur non équipement par l'absence d'intérêt pour leur activité. Le second argument mis en avant est le manque de temps pour mettre en place un site web. Le coût n'est relevé que par 4% des répondants.

- Ces résultats démontrent un déficit de sensibilisation des entreprises polynésiennes vis-à-vis de l'utilité d'un site Internet. Comme évoqué précédemment, ce manque d'équipement constitue une véritable carence dans un contexte îlien, où les échanges en ligne peuvent faciliter les relations avec les fournisseurs et les clients, et par conséquent, générer de l'activité supplémentaire.

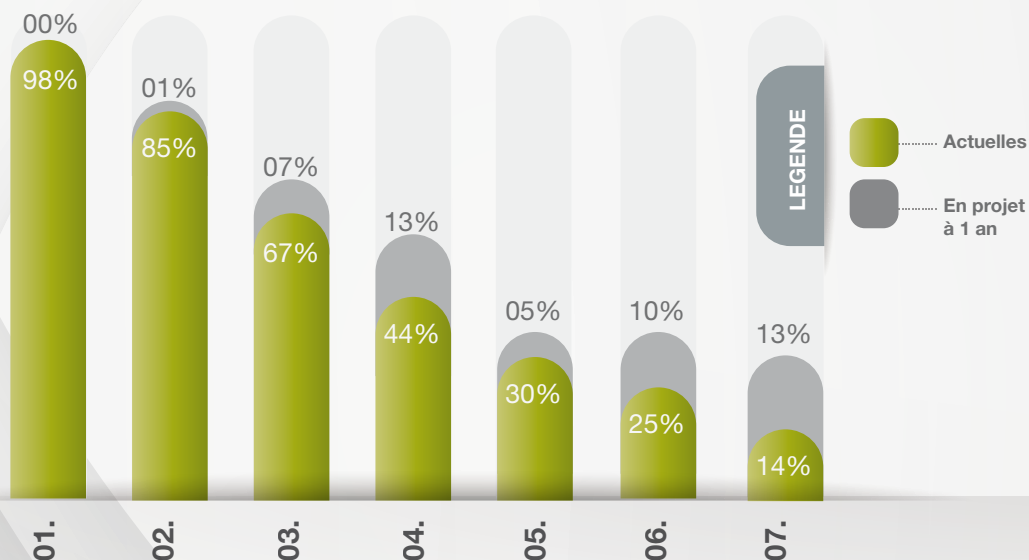
03

3.37- FONCTIONNALITÉS DU SITE WEB

Base : Entreprises équipées en site web – 20%

► Fonctionnalités des sites web (actuelles et en projet à 1 an)

- 01. Présentation de l'entreprise
- 02. Catalogue offre produits / services / prix
- 03. Recueil d'informations sur les visiteurs
- 04. Commande et réservations en ligne
- 05. Accès à un SAV et FAQ
- 06. Suivi des commandes en ligne
- 07. Paiement en ligne





LES 14% DES ENTREPRISES ÉQUIPÉES ONT ÉTÉ INTERROGÉES SUR LES FONCTIONNALITÉS PROPOSÉES SUR LEUR SITE.

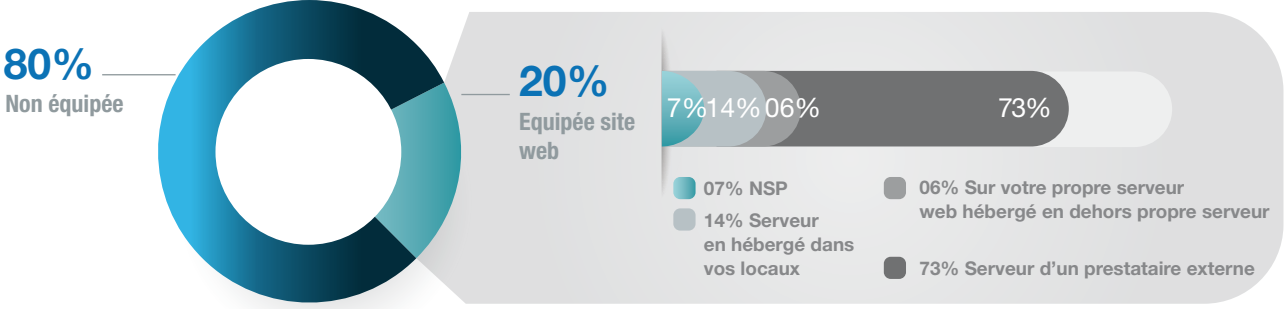
01. La grande majorité des entreprises propose de l'information statique : présentation de l'entreprise (98%) et catalogue des offres (85%).

02- Les fonctionnalités liées à une activité de e-Commerce comme la commande (44%), le suivi (25%) et le paiement (14%) en ligne de produits sont bien développées au regard de ce que l'on peut observer par ailleurs (14% pour le suivi et 11% pour le paiement en ligne des commandes en Lorraine). Elles bénéficient par ailleurs d'intentions de projets attestant d'une dynamique importante (supérieures à 10%).

3.38- HÉBERGEMENT ET GESTION COURANTE DU SITE WEB

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

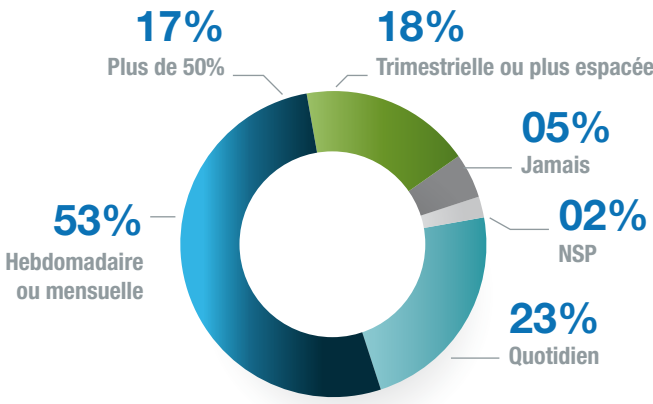
► serveur web propre et hébergement



- Les ¾ des sites web polynésiens sont hébergés chez un prestataire externe.
- 20% des entreprises équipées hébergent leur site sur leur propre serveur, que ce soit dans ou en dehors des locaux de l'entreprise (domicile du dirigeant par exemple).

Base : Entreprises équipées en site web – 20%

► Répartition des fréquences de mise à jour des sites web



- Seul ¼ des entreprises mettent à jour leur site Internet quotidiennement. Cette fréquence peut être attribuée aux sites proposant une activité e-Commerce comme exposé ci-dessus.

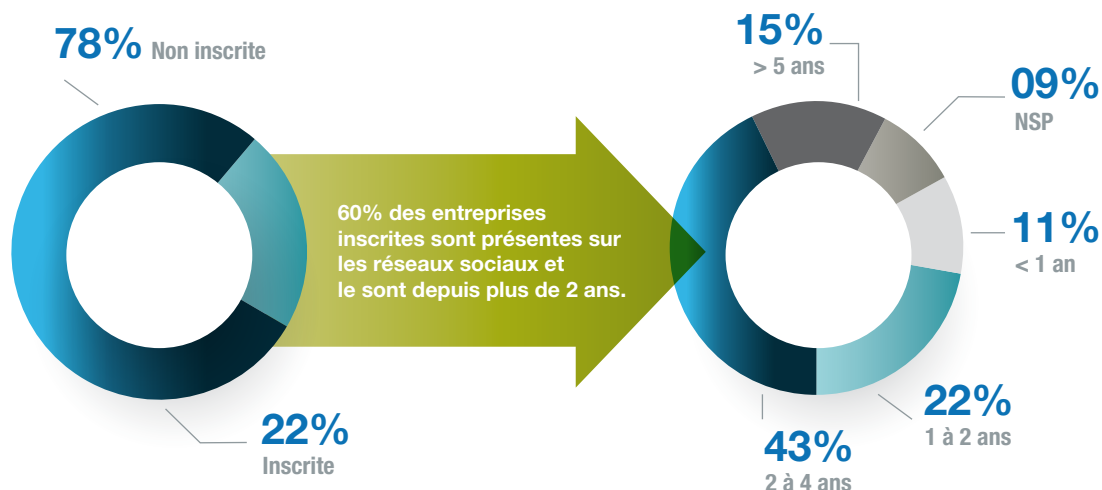
3.39- RÉSEAUX SOCIAUX

Base : Ensemble des entreprises polynésiennes – 100%

Base : Entreprises inscrites sur les réseaux sociaux – 22%

► Niveau de diffusion des réseaux sociaux en entreprise

► Date d'inscription sur les réseaux sociaux



LE NIVEAU D'ADOPTION DES RÉSEAUX SOCIAUX DANS LES ENTREPRISES POLYNÉSIENNES (22%) EST QUASI IDENTIQUE À CELUI OBSERVÉ DANS LES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES (24% EN LORRAINE ET 25% EN RHÔNE-ALPES)

LES RÉSEAUX SOCIAUX PEUVENT ÊTRE ADOPTÉS DANS DIFFÉRENTS CAS, NOTAMMENT :

- En substitution aux sites Internet. Plus simples à mettre en place, ils permettent de communiquer à un large public sur les activités et l'actualité de l'entreprise,
- En complément du site web de l'entreprise. Ils permettent d'élargir la portée marketing de l'entreprise en étant par exemple un point d'entrée vers le site web de l'entreprise.

L'ADOPTION DES RÉSEAUX SOCIAUX PAR LES ENTREPRISES POLYNÉSIENNES S'EST FAITE DEPUIS 2009, POUR 65% DES INSCRITES.

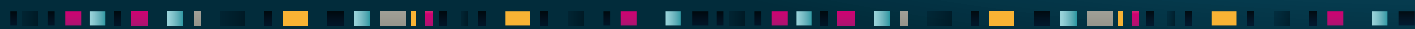
COMPARAISON – ENTREPRISES UTILISANT LES RÉSEAUX SOCIAUX

En Lorraine – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **24%**

En Rhône-Alpes – (Baromètre TIC 2014 – IDATE) : **25%**



CONCLUSION SYNTHÈSE



04

47

4.01- RAPPEL DU CONTEXTE

POUR RAPPEL, LA DERNIÈRE ENQUÊTE À DESTINATION DES ENTREPRISES POLYNÉSIENNES A ÉTÉ CONDUITE EN 2009 SOIT PLUS DE 4 ANS AVANT CETTE ÉDITION. CETTE ÉDITION DU BAROMÈTRE DOIT PERMETTRE DE MESURER LA PROGRESSION DES ÉQUIPEMENTS ET DES USAGES NUMÉRIQUES AU SEIN DES ENTREPRISES POLYNÉSIENNES.

IL EST CEPENDANT IMPORTANT DE RAPPELER DES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE EXPLIQUANT UNE PARTIE DES RÉSULTATS OBSERVÉS LORS DE CETTE ÉDITION DE L'ENQUÊTE :

1- Economie :

- Baisse d'activité économique locale au cours de la période entre les deux enquêtes : Diminution du PIB par habitants,
- Baisse du nombre d'entreprises passé de 47 779 à 44 046, (soit moins 8% de baisse),
- Taux de création des entreprises : Moins 28% de créations d'entreprises entre 2008 et 2012 (Source ISPF),
- Ralentissement de l'activité à l'échelle mondiale.

2- Spécificités du tissu d'entreprises locales :

- Présence d'un secteur primaire dominant sur certains archipels (Australes, Tuamotu-Gambier, Marquises),
- Tissu local composé en majorité de petites structures dont une part très importante d'entreprises patentés (95%).

3- Géographie : contexte archipélagique.

04



4.02- SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS DE L'ÉTUDE 2014

► Principaux enseignements de l'étude

A. EQUIPEMENT INFORMATIQUE :

Les entreprises polynésiennes ont un **niveau d'informatisation inférieur aux moyennes observées** en Lorraine et Rhône-Alpes (80% contre respectivement 85% et 84%).

L'informatisation du secteur agricole/pêche est en retrait (40% contre 80% pour la moyenne polynésienne).

La non informatisation est à relativiser avec l'usage d'ordinateurs personnels à des fins professionnelles qui a lieu dans 1 cas sur 4 pour les entreprises non informatisées.

La faible progression enregistrée entre 2009 et 2014 (+5 pts en 5 ans) démontre l'atteinte d'un plafond en matière d'informatisation des entreprises en considérant notamment l'influence du secteur agricole (22% des entreprises polynésiennes) insuffisamment équipé au regard de la moyenne régionale.

Le parc informatique se nomadise (+14 pts entre 2009 et 2014).

L'augmentation de la taille du parc informatique dans les entreprises (+1,2) atteste d'une **utilisation croissante de l'informatique dans les différents métiers de l'entreprise**.

L'utilisation des logiciels bureautiques est généralisée (97%).

Le recours aux applicatifs métiers (logiciel de comptabilité, plate-forme collaborative, outil de gestion client) **est en progression par rapport à 2009**. Il reste en outre concentré sur l'archipel des Iles du Vent.

B. MOBILE

Le taux d'équipement est faible comparé aux régions métropolitaines (52% d'entreprises équipées en Polynésie française contre respectivement 69% et 74% en Rhône-Alpes et en Lorraine).

La taille du parc a augmenté entre 2009 et 2014 passant de 1,3 à 2,1 mobiles en moyenne par entreprise.

93% des entreprises équipées ont des abonnements.

82% d'entreprises ne sont pas prêtes à changer d'offres malgré l'arrivée en 2013 d'un nouvel opérateur mobile.

Les entreprises attendant principalement une baisse des prix (81%) et une meilleure qualité de service (39%) mettent en exergue l'utilité de poursuivre et d'encourager la concurrence.

4.02- SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENT DE L'ÉTUDE 2014

C. INTERNET

A l'image de l'informatisation, **le taux de connexion Internet des entreprises semble avoir atteint un plafond (72%).**

Environ 1/3 des entreprises des îles Australes, Marquises et Tuamotu-Gambier sont connectées à Internet, soit un résultat bien inférieur à la moyenne polynésienne.

L'ADSL représente 96% des accès (91% en Lorraine et 86% en Rhône-Alpes) en majorité avec des débits moyens de 2 Mbps.

Peu de fibre (1%) en comparaison aux autres Régions (6% chacune), mettent en exergue un déficit d'offres de la part des opérateurs.

Une utilisation faible au regard d'autres régions de l'Internet mobile via des clés 3G/4G (6% contre 18% en Rhône-Alpes).

Peu de volontés exprimées par les entreprises locales pour faire évoluer leurs offres.

Comme pour le mobile, **les entreprises attendent en premier lieu (78%), une baisse des tarifs pratiqués sur leurs abonnements Internet, révélant une nouvelle fois le besoin de développer la concurrence.**

61% des entreprises souhaitent une augmentation des débits, imputables à l'insuffisance des offres dédiées aux professionnels (Garantie de Temps de Rétablissement, symétrie, ...).

04





D. USAGES INTERNET

L'utilisation de services facilement disponibles et gratuits (messagerie gratuite, Skype, ...) est accrue.

Bien qu'en croissance (+9 pts entre 2009 et 2014), l'usage des téléprocédures est moins fréquent dans les entreprises polynésiennes (36%) en comparaison de leurs homologues des régions Lorraine (58%) et Rhône-Alpes (51%).

L'achat en ligne est utilisé en particulier dans les petites entreprises où il sert à élargir l'accès aux circuits d'approvisionnement.

L'effet de la franchise postale apparaît moins influent qu'en 2009 sur les achats en ligne (40% des entreprises déclarent plafonner leurs achats en ligne en 2014, contre 53% en 2009).

Les entreprises polynésiennes accusent un retard important en matière d'équipement en sites Internet (14% contre 32% en Lorraine et 40% en Rhône-Alpes). Ce faible niveau est préjudiciable dans un contexte îlien, où Internet permet de favoriser l'accès à des marchés ou des fournisseurs.

44% des sites web des entreprises polynésiennes sont marchands, attestant d'un bon niveau d'équipement.

22% des entreprises disposent d'un compte sur un réseau social, soit une position comparable aux résultats observés en Lorraine (24%) et Rhône-Alpes (25%).

INDICATEURS	Polynésie française		Lorraine	Rhônes Alpes	
	2009	2014	2014	2009	2014
BASE ENTREPRISE	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
Informatique	75%	80%	85%	69%	84%
Equipement mobile	42%	52%	69%	55%	74%
Connexion à Internet	69%	72%	79%	63%	78%
Connexion haut débit	67%	71%	77%	61%	79%
Equipement en site web	10%	20%	40%	26%	34%
	OCETIC-IDATE		COHDA-DATE	COHDA-IDATE	

ANNEXES

MÉTHODE



5.01- PRINCIPES GÉNÉRAUX DE THÉORIE DES SONDAGES

QUAND UN RECENSEMENT (I.E. INTERROGATION EXHAUSTIVE DE L'ENSEMBLE D'UNE POPULATION) EST IMPOSSIBLE, LA MISE EN PLACE D'UNE ENQUÊTE PERMET «D'OBSERVER» UN SOUS-ENSEMBLE DE LA POPULATION (I.E. ÉCHANTILLON) AFIN D'EXTRAPOLER LES RÉSULTATS OBTENUS DANS CET ÉCHANTILLON À L'ENSEMBLE DE LA POPULATION.

IL EXISTE PLUSIEURS MÉTHODES DE SONDAGE DÉPENDANT PRINCIPALEMENT DE LA MANIÈRE :

1- De «construire» l'échantillon = l'échantillonnage,

2- D'estimer les indicateurs inconnus à partir cet échantillon : estimation «directe» ou avec «redressement». Les méthodes de redressement ont pour but d'améliorer la précision de l'estimation en faisant en sorte que la structure de l'échantillon soit identique à la structure CONNUE sur la population de certaines variables jugées importantes au vu de la thématique enquêtée.

SCHÉMATIQUEMENT, IL EXISTE 2 GRANDES FAMILLES D'ÉCHANTILLONNAGE :

1- Les sondages aléatoires ou probabilistes :

- l'échantillon est sélectionné avec un méthode de tirage telle que chaque individu de la population a une probabilité connue (mais pas nécessairement égale) d'être sélectionné. Ils nécessitent de disposer de la base complète des prospects et de respecter les probabilités de tirage fixées a priori,
- Ils sont plus fiables statistiquement mais plus chers et souvent impossibles à mettre en place (cas d'un nouveau produit pour lequel on ne dispose pas de fichiers de prospects exhaustifs par exemple).





2- Les sondages non aléatoires ou empiriques ou raisonnés :

- Pas de sélection aléatoire des individus. La sélection repose au contraire sur un choix raisonné d'individus de la population en respectant des règles fixées à l'avance concernant notamment : les caractéristiques des individus (méthodes des quotas) et/ou les lieux d'enquêtes et/ou les moments d'enquête. L'échantillon est profilé, qualifié,
- Ils ne n'hésitent pas de disposer d'un fichier d'enquête complet, ils sont moins chers, plus faciles à mettre en place mais davantage sujets aux biais et erreurs statistiques.

3- Un sondage est susceptible d'être entaché de plusieurs types de biais et erreurs :

- Biais de couverture : différence entre la population à étudier et la population source (problème de base de sondage, contraintes de terrain),
- Biais d'échantillonnage : mauvais plan de sondage,
- Biais de codification et de saisie (inexactitude de réponses enregistrées à cause de l'interviewé, du questionnaire, de l'enquêteur),
- Erreur ou précision statistique.

L'ERREUR OU PRÉCISION STATISTIQUE (TECHNIQUEMENT ÉGALE À LA MOITIÉ DE L'INTERVALLE DE CONFIANCE) DÉPEND DE 3 FACTEURS :

- 1- Le niveau de risque accepté c'est-à-dire le risque d'accepter une hypothèse/valeur alors qu'elle est fausse (traditionnellement dans des études statistique il est de 5%),
- 2- La taille de l'échantillon,
- 3- La fréquence estimée elle-même.



LE TABLEAU SUIVANT PRÉCISE, POUR UN RISQUE DE 5%, LE NIVEAU DE PRÉCISION EN FONCTION DE LA FRÉQUENCE OBSERVÉE ET DE LA TAILLE DE L'ÉCHANTILLON

Proportion observée : f_n Taille de l'échantillon : n	05% ou 95%	10% ou 90%	25% ou 75%	50% ou 50%
30	08%	11%	15%	18%
50	06%	08%	12%	14%
100	04%	06%	08%	10%
150	03%	05%	07%	08%
200	03%	04%	06%	07%
250	03%	04%	05%	06%
300	02%	03%	05%	06%
500	02%	03%	04%	04%
1000	01%	02%	03%	03%



PRÉCISION D'UNE PROPORTION : $\pm 1.96 * (f_n * (1 - f_n)/n)^{0.5}$

Plus la taille de l'échantillon, n, augmente plus la précision est fine.

Plus la fréquence observée, f_n , est proche de 50% plus la précision est faible

A TITRE D'ILLUSTRATION : SOIT UN ÉCHANTILLON D'ENQUÊTE DE 500 ENTREPRISES POLYNÉSIENNES DONT 125 SE DÉCLARENT, APRÈS ENQUÊTE, CONNECTÉS À INTERNET.

- 1- En première lecture il vient : La taux de connexion parmi les entreprises est de 25%,
- 2- Néanmoins, en statistique, la lecture «théorique correcte» de ce résultat est la suivante,
- 3- Il y a 95% de chance que la diffusion d'Internet auprès des entreprises polynésiennes égale 25% plus/moins 4%.

PRINCIPE DE PRÉCAUTION AUTOUR DE LA TAILLE MINIMALE D'INTERVIEWÉS :

- 1- Une taille d'échantillon (ou une sous classe de cet échantillon analysée spécifiquement. Ex : une tranche salariale ou une implantation dans un archipel) trop petite grève trop lourdement la précision statistique : les indicateurs inférés ne sont alors plus robustes (i.e reproductibles d'un échantillon à l'autre),
- 2- En pratique il est d'usage de retenir un seuil minimal de 40 à 50 interviewés pour pouvoir avancer une estimation jugée suffisamment robuste.



